



Emprunt obligataire par appel public à l'épargne
ORAGROUP 6,75% 2013-2019

NOTE D'INFORMATION

15 à **6,75%** brut l'an
MILLIARDS

MONTANT EMIS
15 MILLIARDS F CFA

DUREE
6 ANS

PRIX DE L'OBLIGATION
10 000 FCFA

NOMBRE DE TITRES EMIS
1 500 000

PERIODE DE SOUSCRIPTION
30 Oct - 29 Nov 2013

Consortium arrangeur et chef de file



Garanti à 100 % par :



SYNDICAT DE PLACEMENT

ACTIBOURSE SA, AFRICABOURSE, BIBE FINANCE & SECURITIES, SGI BENIN, SBIF, CORIS BOURSE, AFRICAINE DE BOURSE, ATLANTIQUE FINANCES, NSIA FINANCES, BICI BOURSE, BNI FINANCES, CITICORP SECURITIES WEST AFRICA, EDC INVESTMENT CORPORATION, HUDSON & CIE SOGEBOURSE, SGI PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT, SGI MALI, SGI NIGER ET IMPAXIS SECURITIES.



Sommaire

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS	4		
LISTE DES TABLEAUX	5		
AVERTISSEMENT	6		
ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA NOTE D'INFORMATION	7		
ATTESTATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	8		
I. PRESENTATION DE L'OPERATION	10	IV. SITUATION FINANCIERE D'ORAGROUP	40
A. Cadre et objet de l'opération	10	A. Analyse des Comptes Sociaux d'ORAGROUP SA de 2010 à 2012	40
B. Principaux éléments de l'emprunt obligataire	12	B. Analyse des Comptes consolidés de 2010 à 2012	45
1. Caractéristiques de l'emprunt	12		
2. Souscripteurs concernés	13		
3. SGI Co-arrangeurs et syndicat de placement	13	V. STRATEGIE ET PERSPECTIVES	52
4. Ordres de souscription	14	A. Orientations et visions stratégiques	52
5. Règles d'allocation des ordres de souscription	15	B. Analyse des bilans et comptes d'exploitations prévisionnels 2013-2019	54
6. Règlement par les acheteurs et livraison des titres	15	C. Évolution des activités au 31 Mars 2013	59
7. Période indicative et résultat de l'émission obligataire	15		
8. Service des titres et centralisation du service financier	15	VI. FACTEURS DE RISQUES ET FAITS EXCEPTIONNELS	60
9. Liquidité des titres	15	A. Types de risques	60
10. Masse des obligataires	15	B. Politique de gestion des risques	61
11. Tribunaux compétents	15		
 		VII. AFFAIRES CONTENTIEUSES ET LITIGES EN COURS	62
II. PRESENTATION D'ORAGROUP	16	VIII. PRESENTATION DES GARANTS	63
A. Renseignements à caractère général sur l'émetteur	16	A. Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	63
B. Historique	18	B. Fonds de Solidarité Africain (FSA)	68
C. Filiales de l'émetteur	19		
D. Organes d'administration et de contrôle	26		
E. Renseignements à caractère général concernant le capital social	30		
III. ACTIVITES D'ORAGROUP	34		
A. Environnement Bancaire Zone UEMOA	34		
B. Domaines et formes d'intervention de l'émetteur	36		

Abréviations et Définitions

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BEI	Banque Européenne d’Investissement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRS	Banque Régionale de Solidarité
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTD	Banque Togolaise de Développement
CAGS	Central Africa Growth Sicar
CAPER	Capitaux permanents
CAPRO	Capitaux Propres
CBAO	Banque filiale du Groupe Attijariwafa bank
CEMAC	Communauté Économique des États de l’Afrique Centrale
CGF BOURSE	Compagnie de Gestion Financière et de Bourse
COSUMAF	Commission de Surveillance du marché Financier de l’Afrique Centrale
CREPMF	Conseil Régional de l’Épargne Publique et des Marchés Financiers
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
DEG	Deutsche Entwicklungsgesellschaft
DLMT	Dettes à moyen et long terme
ECP	Emerging Capital Partners
EHF	Emerging Capital Partners Financial Holding
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FSA	Fonds de Solidarité Africain
IFN	Institutions Financières Nationales
IRVM	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières
OHADA	Organisation pour l’Harmonisation du Droit des Affaires
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNB	Produit Net Bancaire
PROPARCO	Promotion et Participation pour la Coopération Economique
RN	Résultat Net
SGITOGO	Société de Gestion et d’Intermédiation du Togo
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africain

Liste des tableaux

Tableau n° 1	Plan de financement global du plan de développement et d'extension du groupe	11
Tableau n° 2	Les affectations du produit de l'emprunt obligataire	11
Tableau n° 3	Principales caractéristiques de l'emprunt	12
Tableau n° 4	Tableau d'amortissement « ORAGROUP 6,75% 2013-2019 »	13
Tableau n° 5	La liste des membres du syndicat de placement	14
Tableau n° 6	Localisation et présentation d'Oragroup	16
Tableau n° 7	Composition du Conseil d'Administration	26
Tableau n° 8	Comité d'audit	27
Tableau n° 9	Comité des ressources humaines	27
Tableau n° 10	Comité d'investissement	28
Tableau n° 11	Comité éthique et bonne gouvernance	28
Tableau n° 12	Comité des rémunérations	29
Tableau n° 13	Évolution du capital social d'Oragroup	30
Tableau n° 14	Actionnariat	31
Tableau n° 15	Répartition des établissements de crédit par pays	35
Tableau n° 16	Taux de bancarisation estimatif par pays au 31/12/2011	36
Tableau n° 17	Produits /services destinés aux professionnels, entreprises et institutionnels	37
Tableau n° 18	Produits /services destinés aux particuliers	38, 39
Tableau n° 19	Bilans de 2010 à 2012	41
Tableau n° 20	Compte de résultat de 2010 à 2012	44
Tableau n° 21	Bilans consolidés de 2010 à 2012	45, 46
Tableau n° 22	Engagements donnés et reçus de 2010 à 2012	47
Tableau n° 23	Analyse des Bilans Prévisionnels sociaux (en millions de FCFA)	54
Tableau n° 24	Analyse des comptes de résultats prévisionnels sociaux	55
Tableau n° 25	Bilans prévisionnels de 2013 à 2019	56, 57
Tableau n° 26	Compte de résultat prévisionnel de 2013 à 2019	58
Tableau n° 27	Bilan de la BOAD de 2010 à 2012	66
Tableau n° 28	Compte de résultat de la BOAD	67
Tableau n° 29	Bilans du FSA de 2011 à 2012	71
Tableau n° 30	Comptes de résultat du FSA de 2011 à 2012	71

Avertissement

L'octroi par le Conseil Régional d'un visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés, ni garantie ou certification de l'information diffusée.

La Note d'Information donnant lieu à visa est établie sous la seule responsabilité de l'émetteur et le visa n'est attribué qu'après vérification que cette Note d'information est complète et compréhensible et que les informations qu'elle contient sont pertinentes et cohérentes dans la perspective de l'opération proposée aux souscripteurs.

Le visa du Conseil Régional ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des échéances des titres dont l'émission est ainsi autorisée sous le n°EOP/13-03

Attestation du responsable de la note d'information

Les données contenues dans la note d'information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur opinion sur le patrimoine, l'activité, la situation financière et les perspectives d'Oragroup, ainsi que les droits attachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Lomé, le 03 JUIN 2013


Patriek MESTRALLET
Directeur Général


Oragroup
Holding du Groupe Orabank
392, rue des Plantains
B.P. 2810 Lomé - TOGO
www.orabank.net

Attestation du Commissaire aux comptes

«En notre qualité de commissaires aux comptes d'Oragroup SA, nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables contenues dans la présente Note d'Information en effectuant les diligences nécessaires conformément aux normes professionnelles et aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont essentiellement consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états financiers de synthèse audités. Les rapports d'opinion au titre des exercices clos les 31 décembre 2010, 2011 et 2012, sont intégralement repris dans la présente Note d'Information.

S'agissant des données prévisionnelles présentées dans cette Note d'Information, couvrant la période 2012-2019, elles ont été établies sous la responsabilité de la Direction Générale.

Nous rappelons que ces informations présentant par nature un caractère incertain, les réalisations pourraient, parfois de manière significative, différer des informations prévisionnelles présentées dans le cadre de cette opération. Nos diligences sur les données prévisionnelles de nature comptable et financière ont consisté à apprécier si les hypothèses retenues et décrites dans la Note d'Information constituent une base acceptable à l'établissement de ces données et à vérifier la correcte traduction chiffrée de ces hypothèses.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières données dans la présente Note d'Information »





I. PRESENTATION DE L'OPERATION

A. Cadre et objet de l'opération

ORAGROUP est une holding bancaire basée au Togo qui a démarré ses activités en 1988 sous le nom de Financial Bank. La première structure a débuté ses activités au Bénin et aujourd'hui le groupe bancaire est présent dans six (6) pays situés en Afrique de l'ouest et du centre sous le nom d'ORABANK : Bénin, Gabon, Guinée, Mauritanie, Tchad et Togo. Le groupe possède ainsi des licences bancaires lui permettant d'opérer dans six (6) autres pays de l'Afrique Sub-Saharienne, soit un marché de 158 millions d'habitants.

Dans son processus de développement, le Groupe a mis en place un plan d'action lui permettant de mettre en œuvre sa stratégie à court et moyen terme. Ainsi, le Groupe compte consolider les opérations existantes et procéder à des acquisitions sélectives et créatrices de valeur.

Ces deux dernières années, le groupe a effectué des opérations d'acquisitions importantes avec notamment l'acquisition de 56% de la Banque Togolaise de développement (BTD) à travers une procédure compétitive de privatisation.

Par ailleurs, après un appel à concurrence, Oragroup a été retenu comme partenaire stratégique de la BOAD dans le cadre de la restructuration du groupe BRS (Banque Régionale de Solidarité) qu'Oragroup détiendra à 51% dès l'accord final de la commission bancaire de l'UEMOA.

Toujours dans cette optique de croissance externe, Oragroup SA ambitionne de lancer pour la première fois sur le marché financier régional un emprunt obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de 15 000 000 000 de FCFA.

Sur la période 2012-2017, Oragroup, pour financer sa stratégie de développement et d'extension de ses filiales, a prévu un financement global de 36,225 milliards de FCFA (intégrant le produit du présent emprunt) dont les détails sont résumés dans le plan de financement ci-dessous :

TABLEAU N°1 : PLAN DE FINANCEMENT GLOBAL DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT ET D'EXTENSION DU GROUPE

EMPLOIS	Montant en millions de FCFA	RESSOURCES	Montant en millions de FCFA
Prêt participatif-Mauritanie	4 300	Dividendes nets	3 900
Prêt participatif-Guinée	650	Augmentation de capital (anciens actionnaires)	8 600
Recapitalisation Guinée	6 000	Augmentation de capital (nouveaux actionnaires)	2 225
Prêt autres filiales-PROPARCO	6 500	Dette senior PROPARCO	6 500
Frais de transaction	775	Emprunt obligataire	15 000
Acquisition BTM	9 600		6 500
Acquisition BRS	8 400		
TOTAL	36 225	TOTAL	36 225

Projets à financer avec l'emprunt

La levée des fonds via l'emprunt obligataire par appel public à l'épargne permettra à Oragroup de boucler le financement de l'acquisition de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) à hauteur de 8,4 milliards de FCFA et de compléter le remboursement intégral des prêts relais pris pour l'acquisition de la Banque Togolaise de Développement (BTD) à hauteur de 6,6 milliards de FCFA. Le coût de la transaction BTD étant de 9,6 milliards de FCFA, le reliquat du coût de ladite transaction soit 3,3 milliards de FCFA a été couvert par les augmentations de capital et la remontée des dividendes.

TABLEAU N°2 : LES AFFECTATIONS DU PRODUIT DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE

Affectations	Montant en FCFA
Acquisition de la Banque Régionale de Solidarité (BRS)	8 400 000 000
Remboursement partiel des prêts relais ayant permis l'acquisition de la Banque Togolaise de Développement (BTD)	6 600 000 000
TOTAL	15 000 000 000

B. Principaux éléments de l'emprunt obligataire

1. Caractéristiques de l'emprunt

TABLEAU N°3 : PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPRUNT

Dénomination	ORAGROUP 6,75% 2013-2019
Émetteur	ORAGROUP
Durée	6 ans
Type de placement	Appel Public à l'Épargne
Nature des titres	Obligations
Forme des titres	Les titres seront dématérialisés, inscrits en compte auprès du Dépositaire Central/ Banque de Règlement (DC/BR) et tenus dans les livres des SGI de l'UEMOA ou des banques teneurs de compte agréées.
Montant de l'émission	FCFA 15 milliards
Valeur nominale unitaire	FCFA 10 000
Taux d'intérêt	6,75% Brut l'an
Fiscalité	ORAGROUP bénéficiant d'un Accord de siège au Togo, les obligations sont défiscalisées au Togo, ainsi les intérêts afférents à ces obligations sont exonérés de l'IRVM au Togo. En dehors du pays émetteur, la fiscalité applicable sera celle en vigueur dans le pays de résidence de chaque souscripteur au moment du paiement des intérêts.
Souscripteurs	Les investisseurs personnes morales et physiques de l'UEMOA ainsi que ceux à l'international qui souhaitent souscrire dans l'union. Un dossier d'enregistrement de cette opération a été soumis à la Cosumaf après obtention du visa du CREPMF.
Date Jouissance	La date sera fixée par l'Émetteur en rapport avec l'arrangeur.
Cotation	Une demande de cotation des titres de cet emprunt sera introduite auprès de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières au plus tard trois mois après leur date de jouissance.
Paiement des intérêts et remboursement du capital	Les intérêts seront payés semestriellement à partir de la première date anniversaire de la jouissance des titres. Le remboursement du capital sera semestriel avec deux semestres de différés à raison d'un (1/10) dudit capital par semestre.
Garantie	L'emprunt est garanti de façon inconditionnelle et à première demande en intérêts et principal par la BOAD (70%) et le FSA (30%).
Période de souscription	Du 30 octobre au 29 novembre 2013, soit un (1) mois.

TABLEAU N°4 : TABLEAU D'AMORTISSEMENT «ORAGROUP 6,75% 2013-2019»

Date	Encours début période	Intérêts 6,75%	Principal Amorti	Semestrialité	Encours fin de période
Déc.2013	15 000 000 000	0		0	0
Juin.-2014	15 000 000 000	506 250 000	0	506 250 000	15 000 000 000
Déc.-2014	15 000 000 000	506 250 000	0	506 250 000	15 000 000 000
Juin.-2015	15 000 000 000	506 250 000	1 500 000 000	2 006 250 000	13 500 000 000
Déc.-2015	13 500 000 000	455 625 000	1 500 000 000	1 955 625 000	12 000 000 000
Juin.-2016	12 000 000 000	405 000 000	1 500 000 000	1 905 000 000	10 500 000 000
Déc.-2016	10 500 000 000	354 375 000	1 500 000 000	1 854 375 000	9 000 000 000
Juin.-2017	9 000 000 000	303 750 000	1 500 000 000	1 803 750 000	7 500 000 000
Déc.-2017	7 500 000 000	253 125 000	1 500 000 000	1 753 125 000	6 000 000 000
Juin.-2018	6 000 000 000	202 500 000	1 500 000 000	1 702 500 000	4 500 000 000
Déc.-2018	4 500 000 000	151 875 000	1 500 000 000	1 651 875 000	3 000 000 000
Juin.-2019	3 000 000 000	101 250 000	1 500 000 000	1 601 250 000	1 500 000 000
Déc.-2019	1 500 000 000	50 625 000	1 500 000 000	1 550 625 000	0
Total		3 796 875 000	15 000 000 000	18 796 875 000	

2. Souscripteurs concernés

La présente émission obligataire est un emprunt par appel public à l'épargne. Les titres émis sont donc offerts à l'ensemble des investisseurs (personnes physiques et morales) sur la base d'une note d'information établie par les agents placeurs. Ils peuvent être issus des pays membres de l'UEMOA ou être des investisseurs internationaux.

3. SGI Co-arrangeurs et syndicat de placement

ORAGROUP SA a mandaté CGF BOURSE et la SGI TOGO en qualité d'arrangeurs. CGF BOURSE et la SGI TOGO sont donc chargées de la structuration, de la réalisation de l'émission obligataire et de son admission au compartiment obligataire de la BRVM.

Le placement des titres sera assuré par CGF BOURSE et la SGI TOGO et les souscriptions seront reçues aux guichets des SGI suivantes constituant le syndicat de placement :

TABLEAU N°5 : LA LISTE DES MEMBRES DU SYNDICAT DE PLACEMENT

PAYS	SGI	TELEPHONE
BENIN	ACTIBOURSE SA	(229) 21 31 53 43
	AFRICABOURSE	(229) 21 31 88 36
	BIBE FINANCE & SECURITIES	(229) 21 32 48 75
	SGI BENIN	(229) 21 31 15 41
BURKINA	SBIF	(226) 50 33 04 91
	CORIS BOURSE	(226) 50 31 23 23
COTE D'IVOIRE	AFRICAINNE DE BOURSE	(225) 20 21 98 26
	ATLANTIQUE FINANCES	(225) 20 31 59 75
	NSIA FINANCE	(225) 20 20 06 53
	BICI BOURSE	(225) 20 20 16 68
	BNI FINANCES	(225) 20 20 99 02
	CITICORP SECURITIES WEST AFRICA	(225) 20 20 90 70
	EDC INVESTMENT CORPORATION	(225) 20 21 50 00
	HUDSON & CIE	(225) 20 31 55 00
	SOGEBOURSE	(225) 20 20 12 65
	PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT	(225) 20 25 75 90
MALI	SGI MALI	(223) 20 29 29 72
NIGER	SGI NIGER	(227) 20 73 78 18
SENEGAL	CGF BOURSE	(221) 33 849 03 99
	IMPAXIS SECURITIES	(221) 33 869 31 40
TOGO	SGI TOGO	(228) 22 22 30 86

4. Ordres de souscription

Les ordres de souscription sont matérialisés par des bulletins mis à la disposition des investisseurs (personnes physiques et morales). Ces bulletins, qui doivent être signés par les souscripteurs, entraînent l'engagement irrévocable de ces derniers dans la limite des obligations disponibles.

5. Règles d'allocation des ordres de souscription

Dans le cas où la somme totale des souscriptions recueillies par l'Agent placeur serait inférieure à 15 milliards FCFA, ORAGROUP SA s'engage à maintenir l'émission à hauteur des sommes collectées.

Dans le cas où la somme totale des souscriptions recueillies à la date de clôture de l'opération serait supérieure à 15 milliards FCFA, le consortium chef de file du placement procéderait à une réduction des souscriptions, en retenant en priorité toutes les souscriptions des personnes physiques. Les souscriptions des institutionnels seront réduites au prorata du montant demandé.

6. Règlement par les acheteurs et livraison des titres

A l'enregistrement des ordres de souscription, il sera de la responsabilité des agents placeurs de faire débiter le compte bancaire du souscripteur de la provision correspondant à l'ordre.

Les obligations seront inscrites dans les comptes titres des investisseurs ouverts auprès des SGI et conservateurs agréés par le CREPMF.

7. Période indicative et résultat de l'émission obligataire

La période officielle de souscription s'étendra du 30 octobre au 29 novembre 2013 soit 1 mois. Cependant, les SGI mandataires se réservent le droit, à tout moment, de prolonger, raccourcir ou déplacer la période de souscription en cas de besoin, après accord du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers.

Le résultat de l'émission fera l'objet d'un compte rendu qui sera transmis au CREPMF au plus tard huit jours après la clôture de l'opération. Ce compte rendu sera élaboré conformément à la circulaire N°001-2005 relative au contenu du compte rendu d'émission de titres sur le Marché Financier Régional.

8. Service des titres et centralisation du service financier

Le service financier des titres sera assuré par CGF BOURSE et la SGI TOGO, SGI agréées par le CREPMF et mandatées par ORAGROUP SA pour l'émission de l'emprunt obligataire. CGF BOURSE et SGI TOGO agiront en tant qu'agents financiers, sur la base d'un contrat signé avec l'émetteur. Les SGI centraliseront le paiement des intérêts et le remboursement du principal des obligations sur toute la durée de vie de l'emprunt. Le paiement des différents adhérents détenteurs de ces titres se fera via le Dépositaire Central Banque de Règlement (DC/BR).

9. Liquidité des titres

Le présent emprunt du fait de sa nature, par appel public à l'épargne, devra faire l'objet d'une demande d'admission à la cote de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) dans les trois mois qui suivent la date de jouissance du titre.

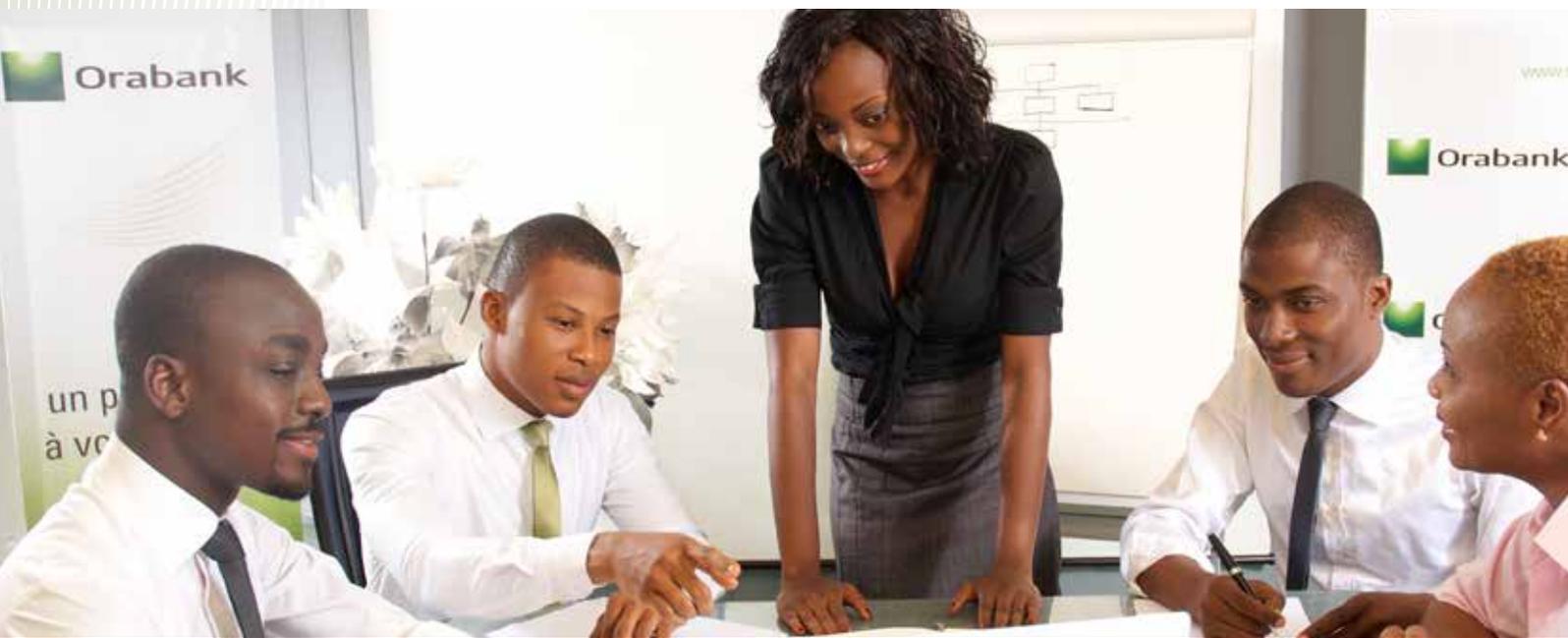
10. Masse des obligataires

Conformément à l'article 785 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux Sociétés Commerciales et au Groupement d'Intérêt Économique, les porteurs d'obligations de la présente émission pourront se grouper de plein droit pour la défense de leurs intérêts, dans une masse qui jouit de la personnalité juridique.

11. Tribunaux compétents

La présente émission est régie par la réglementation en vigueur sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA et la réglementation de l'OHADA.

Tout différend auquel l'Emprunt pourrait donner lieu entre les investisseurs et ORAGROUP sera réglé à l'amiable, et à défaut de règlement amiable dans les trois (3) mois, il sera tranché définitivement par voie d'arbitrage dont l'organisation est confiée à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'OHADA, sise à Abidjan conformément à son règlement d'arbitrage .



II. PRESENTATION D'ORAGROUP

A. Renseignements à caractère général sur l'émetteur

TABLEAU N°6 : LOCALISATION ET PRÉSENTATION D'ORAGROUP

Dénomination	ORAGROUP SA
Siège social	392, rue des plantains, BP 2810 Lomé - Togo Tel : (+228) 22 23 05 80 - 90 Fax: (+228) 22 20 48 61 e-mail : info@orabank.net site internet : www.orabank.net
Forme juridique	« ORAGROUP SA » est une holding à participation financière constituée sous la forme d'une Société Anonyme avec Conseil d'Administration. Elle est régie par les dispositions de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales.
Date de constitution	1988.
Exercice social	Douze mois allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

• Mission et Objet social

ORAGROUP se veut d'être une holding à participation financière qui ambitionne de développer son réseau en Afrique. Dans cette perspective, la société manifeste le désir de collaborer avec les autorités de l'UMOA et entend respecter les lois nationales dans ses relations avec ses partenaires notamment ses filiales.

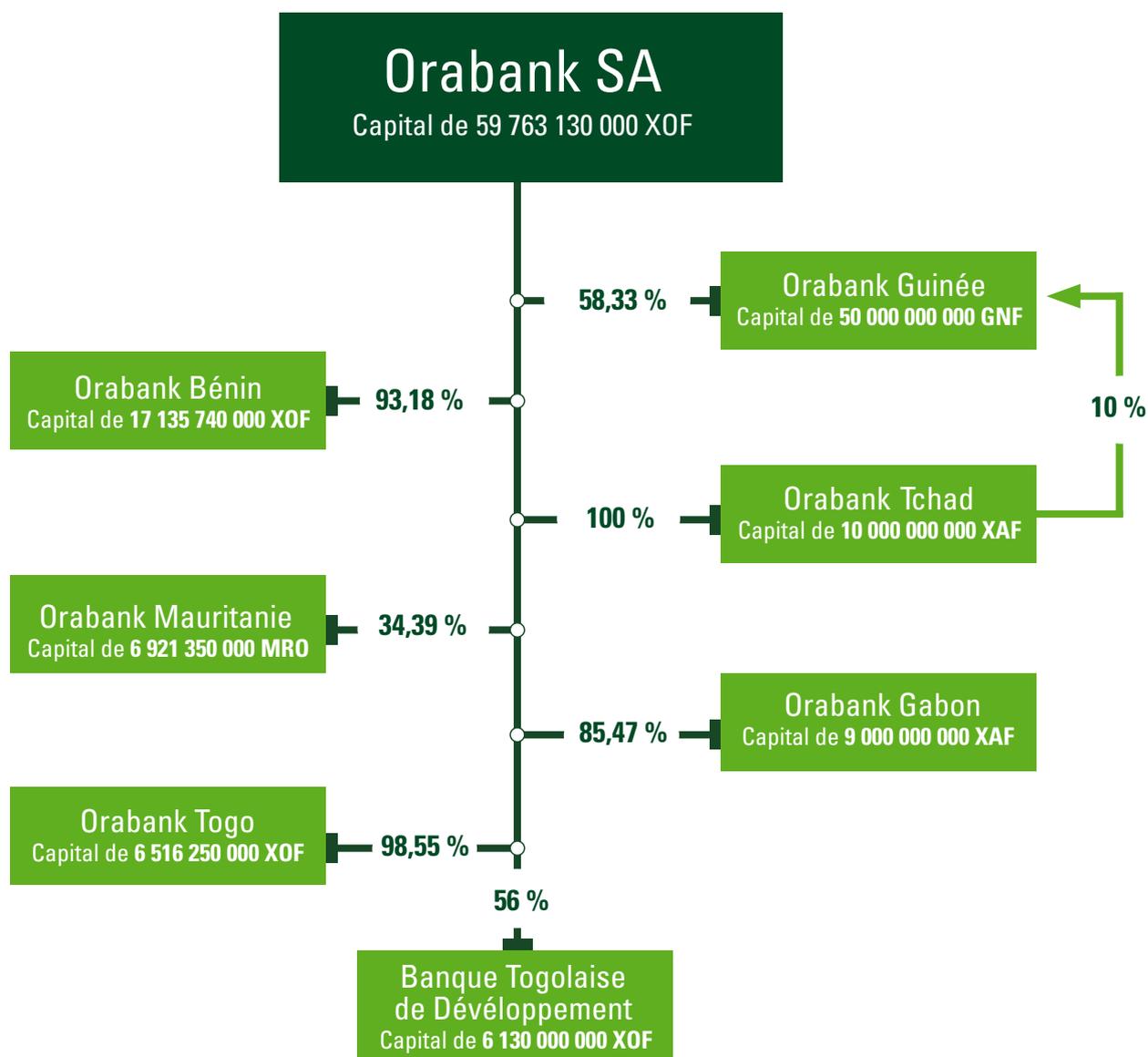
La société a pour objet :

- 1 Le financement de l'investissement en zone franche,
- 2 L'acquisition sur ses propres fonds, pour son propre compte et la gestion de toutes valeurs mobilières ou immobilières ;
- 3 La gestion de portefeuilles de valeurs mobilières, notamment la réalisation de toutes opérations d'achat, de vente, d'échange, de souscription des valeurs mobilières et titres de toutes espèces, les ventes pouvant porter sur la totalité du portefeuille même en dehors de toute liquidation de la société ;
- 4 La prise de participation sous une forme quelconque dans toutes sociétés ou entreprises industrielles ou commerciales du secteur privé ;
- 5 L'exploitation directe ou indirecte de toutes entreprises se rattachant à l'objet de la société et toutes opérations accessoires;
- 6 Les prestations de services, d'études et de conseils surtout des banques ;
- 7 La fourniture des moyens de gestion des banques ;
- 8 Toutes opérations de finance se rattachant directement ou indirectement à l'objet.

B. Historique

- 1988** Démarrage des activités bancaires au Bénin.
- 1992** Démarrage au Tchad à Ndjaména.
- 2002** Démarrage au Gabon après le rachat d'Interfi Banking Corporation Gabon (IBC) et en Guinée après le rachat de la filiale du Crédit Lyonnais ;
- 2003** Après le rachat de la SNI (Société Nationale d'Investissement) dans le cadre du processus de privatisation du secteur bancaire, le groupe démarre ses activités bancaires au Togo ;
- 2008** Emerging Capital Partners (ECP), l'un des leaders du capital-investissement en Afrique, prend une participation minoritaire au sein du Groupe Financial et appuie le Groupe dans le renforcement de sa structure financière.
- 2009** A la suite des agréments donnés par les autorités de tutelle dans les pays où le Groupe est présent, ECP rachète 100% de la holding du Groupe Financial le 20 mars 2009. ECP sépare les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, s'engage dans une démarche de structuration de la holding en appui aux filiales et apporte de nouvelles ressources financières pour permettre le développement du Groupe.
- Le Groupe Financial devient actionnaire minoritaire de la BACIM Bank, 7ème banque mauritanienne rachetée par ECP en 2008, traduisant ainsi sa volonté renouvelée d'expansion géographique sur le continent africain. A la fin 2009, le groupe s'est recentré sur le métier bancaire, cédant ses participations dans la micro finance au profit de la société Finadev Africa Holding LLC détenue majoritairement par le fonds d'investissement ECP Africa Fund III PCC.
- 2010** Le Groupe poursuit la structuration de la Holding qui regroupe désormais toutes les directions devant assister techniquement les filiales.
- 2011** Financial Bank devient Orabank avec un changement de nom progressif en fonction des zones monétaires. Entre mai 2011 et octobre 2011, les filiales de Guinée, du Tchad, du Gabon et du Benin ont pris la dénomination ORABANK. La Holding du groupe devient ORAGROUP SA.
- 2012** Les filiales du Togo et de Mauritanie changent de nom à leur tour. En décembre, ORAGROUP SA prend la majorité du capital de la Banque Togolaise de Développement (BTD) à l'issue d'un processus de privatisation.

C. Filiales de l'émetteur



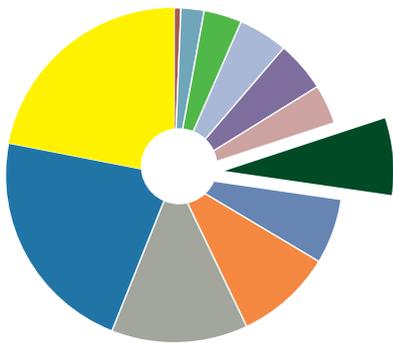


Orabank Bénin

Sources : APBEF- BENIN

DATE DE CRÉATION	: 1987
EFFECTIF	: 156
NOMBRE D'AGENCES	: 11
NOMBRE DE COMPTES	: 18 900 À FIN JUIN 2012
DG	: RIZWAN HAIDER DEPUIS 2010
TOTAL BILAN (DÉC. 2012)	: 130,22 MILLIARDS FCFA
PNB (2012)	: 5,995 MILLIARDS FCFA
RÉSULTAT NET (2012)	: 311 MILLIONS FCFA

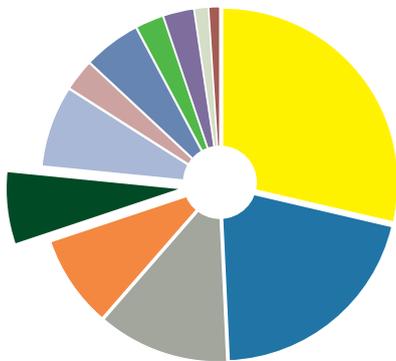
PART DES CRÉDITS 2012



ORABANK
7%

BRS 1%	BSIC, 4%	CBB, 5%
BHB 2%	BGFI, 4%	BAB, 6%
SOC GEN (5), 9%	BIBE, 5%	
DIAMOND (3), 13%	ECOBANK (2), 22%	BOA (1), 22%

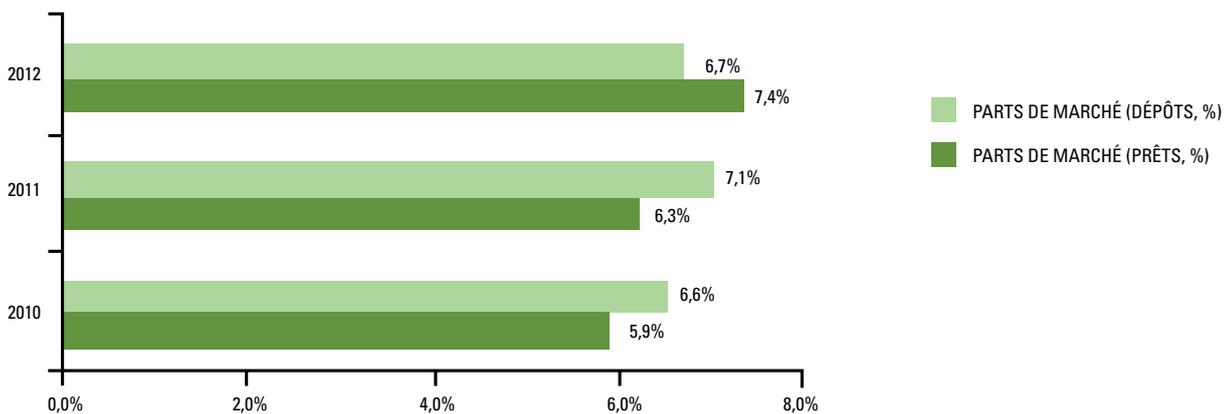
PART DES DÉPÔTS 2012



ORABANK (5),
7%

BRS 1%	BIBE, 3%	BAB, 5%
BHB 1%	BSIC, 3%	CBB, 7%
SOC GEN (4), 8%	BGFI, 3%	
DIAMOND (3), 12%	ECOBANK (2), 21%	BOA (1), 29%

PART DE MARCHÉS (2010 - 2012)



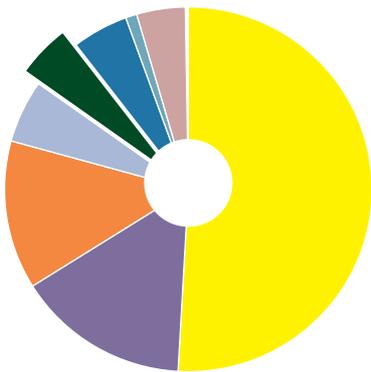


Orabank Gabon

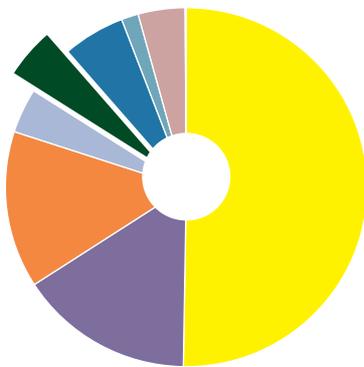
Source : Association Professionnelle
des Etablissements de Crédits du Gabon

DATE DE CRÉATION	: 2001
EFFECTIF	: 52
NOMBRE D'AGENCES	: 2
NOMBRE DE COMPTES	: 2 500 À FIN JUIN 2012
DG	: MAMOUDOU KANE DEPUIS 2010
TOTAL BILAN (DÉC. 2012)	: 123,41 MILLIARDS FCFA
PNB (2012)	: 14,07 MILLIARDS FCFA
RÉSULTAT NET (2012)	: 4,79 MILLIARDS FCFA

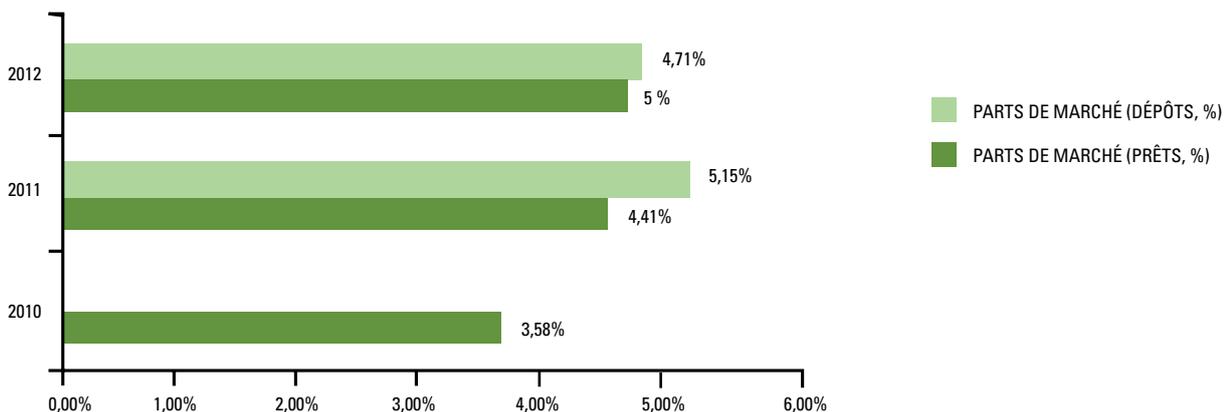
PART DES CRÉDITS 2012



PART DES DÉPÔTS 2012



PART DE MARCHÉS (2010 - 2012)



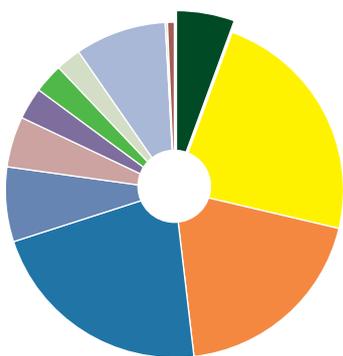


Orabank Guinée

DATE DE CRÉATION	: 1988
EFFECTIF	: 94
NOMBRE D'AGENCES	: 2
NOMBRE DE COMPTES	: 9 999 À FIN JUIN 2012
DG	: MAMADOU SÈNE DEPUIS 2011
TOTAL BILAN (DÉC. 2012)	: 575,7 MILLIARDS GNF
PNB (2012)	: 49,45 MILLIARDS GNF
RÉSULTAT NET (2012)	: 4,48 MILLIARDS GNF

Source : Banque Centrale de Guinée

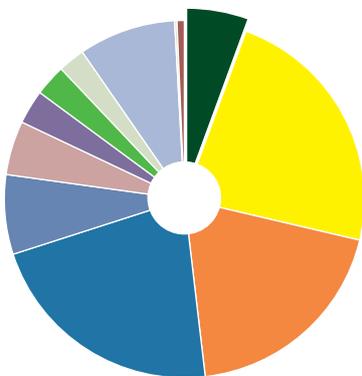
PART DES CRÉDITS 2012



ORABANK
6%

- BIAO 1%
- ICBANK 2%
- BSIC 3%
- BPMG 3%
- FIBANK 7%
- UBA 9%
- SOC GEN 19%
- ECO BANK 22%
- BICI-GUI 23%
- BIG 5%

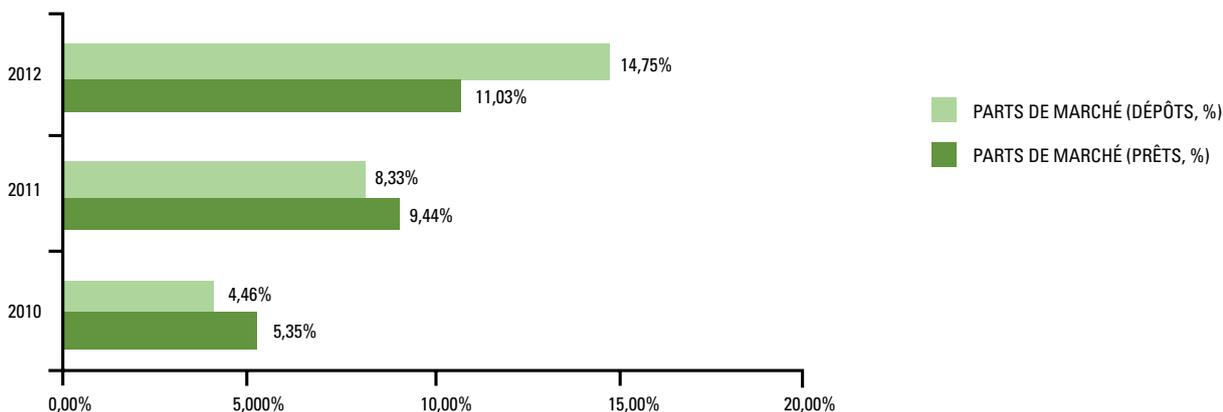
PART DES DÉPÔTS 2012



ORABANK (5),
7%

- BIAO 1%
- ICBANK 2%
- BSIC 3%
- BPMG 3%
- FIBANK 7%
- UBA 9%
- SOC GEN 19%
- ECO BANK 22%
- BICI-GUI 23%
- BIG 5%

PART DE MARCHÉS (2010 - 2012)



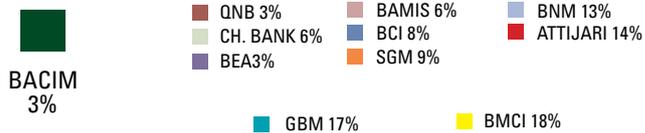
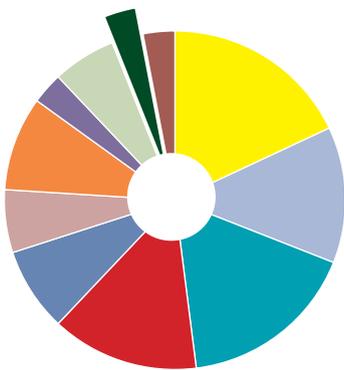


Orabank Mauritanie

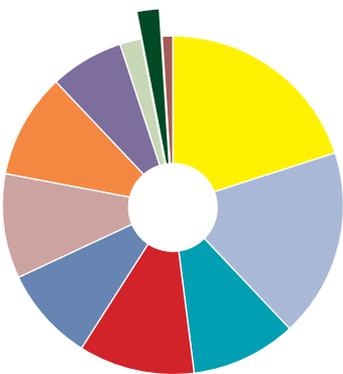
Source : Banque Centrale de Mauritanie

DATE DE CRÉATION	: 2001
EFFECTIF	: 67
NOMBRE D'AGENCES	: 4
NOMBRE DE COMPTES	: 10 000 À FIN JUIN 2012
DG	: AZHAR KHAN DEPUIS 2011
TOTAL BILAN (DÉC. 2012)	: 18,08 MILLIARDS MRO
PNB (2012)	: 477,13 MILLIONS MRO
RÉSULTAT NET (2012)	: 1,06 MILLIARD MRO

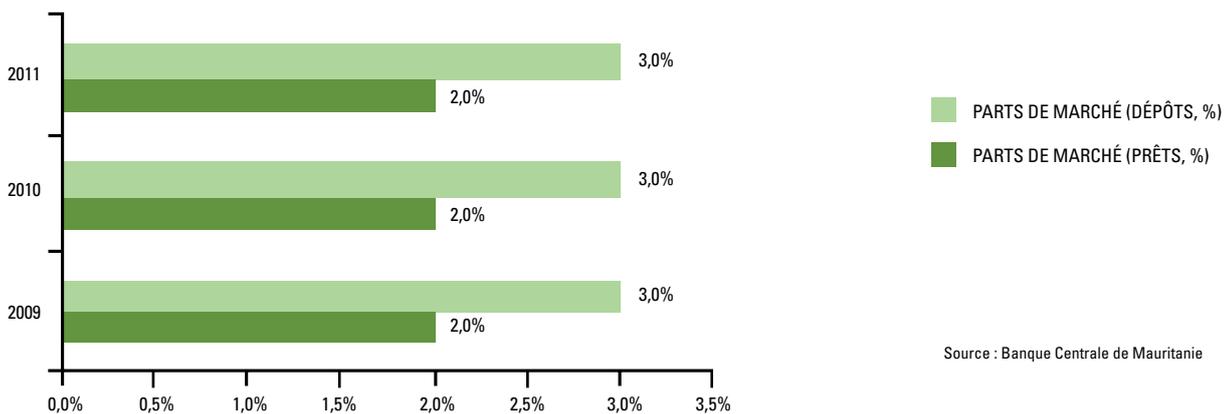
PART DES CRÉDITS 2011



PART DES DÉPÔTS 2011



PART DE MARCHÉS (2009 - 2011)



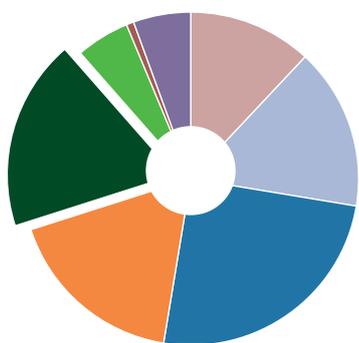
Source : Banque Centrale de Mauritanie



Orabank Tchad

DATE DE CRÉATION	: 1992
EFFECTIF	: 100
NOMBRE D'AGENCES	: 8
NOMBRE DE COMPTES	: 7 800 À FIN JUIN 2012
DG	: LOUKOUMANOU WAIDI DEPUIS 2009
TOTAL BILAN (DÉC. 2012)	: 107,43 MILLIARDS FCFA
PNB (2012)	: 10,21 MILLIARDS FCFA
RÉSULTAT NET (2012)	: 3,24 MILLIARDS FCFA

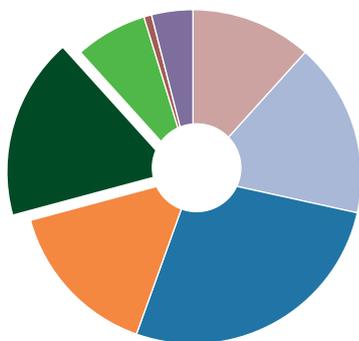
PART DES CRÉDITS 2012



ORABANK
19%

BAC 1% BSIC 5% SOC GEN 17%
UBA 5% CBT 16% ECOBANK 25%
BCC 12%

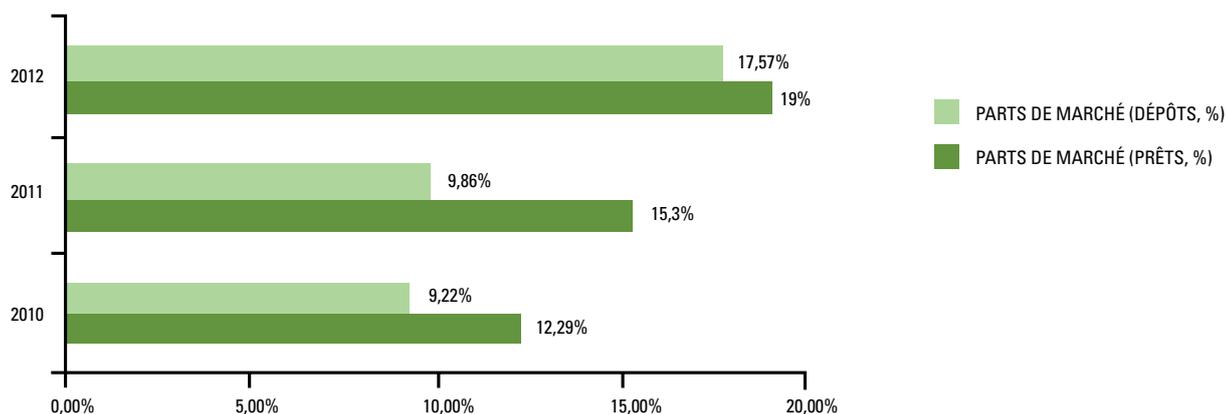
PART DES DÉPÔTS 2012



ORABANK
17%

BAC 1% BSIC 7% SOC GEN 15%
UBA 4% BCC 12% CBT 17%
ECOBANK 27%

PART DE MARCHÉS (2010 - 2012)



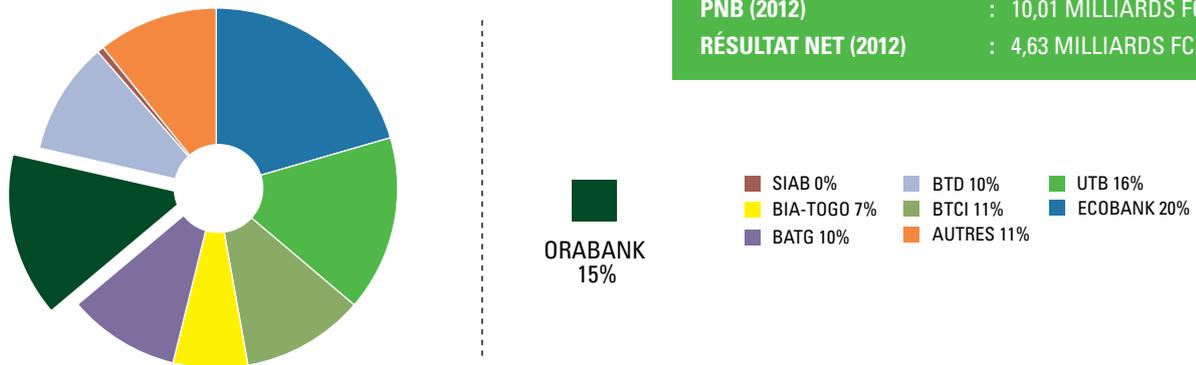


Orabank Togo

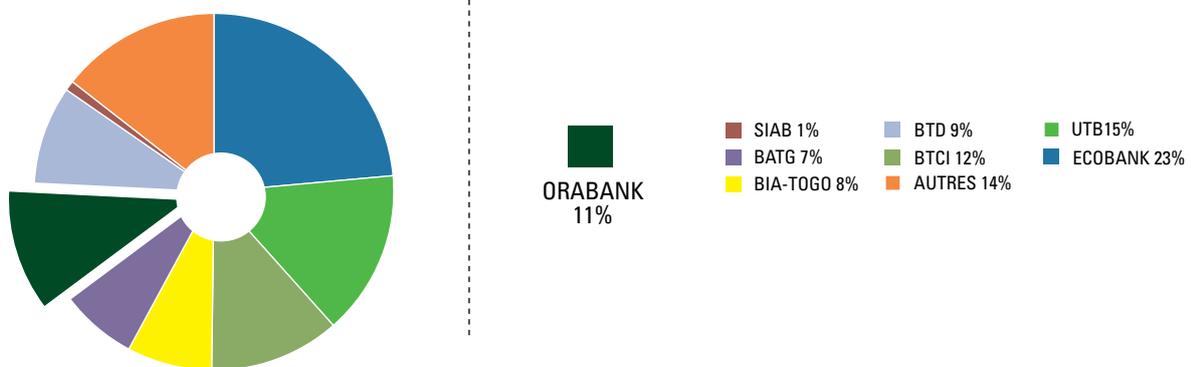
Source : Rapport de la Commission Bancaire de l'UEMOA

DATE DE CRÉATION	: 2003
EFFECTIF	: 75
NOMBRE D'AGENCES	: 8
NOMBRE DE COMPTES	: 5 400 À FIN JUIN 2012
DG	: GUY SAUVANET DEPUIS 2013
TOTAL BILAN (DÉC. 2012)	: 170,81 MILLIARDS FCFA
PNB (2012)	: 10,01 MILLIARDS FCFA
RÉSULTAT NET (2012)	: 4,63 MILLIARDS FCFA

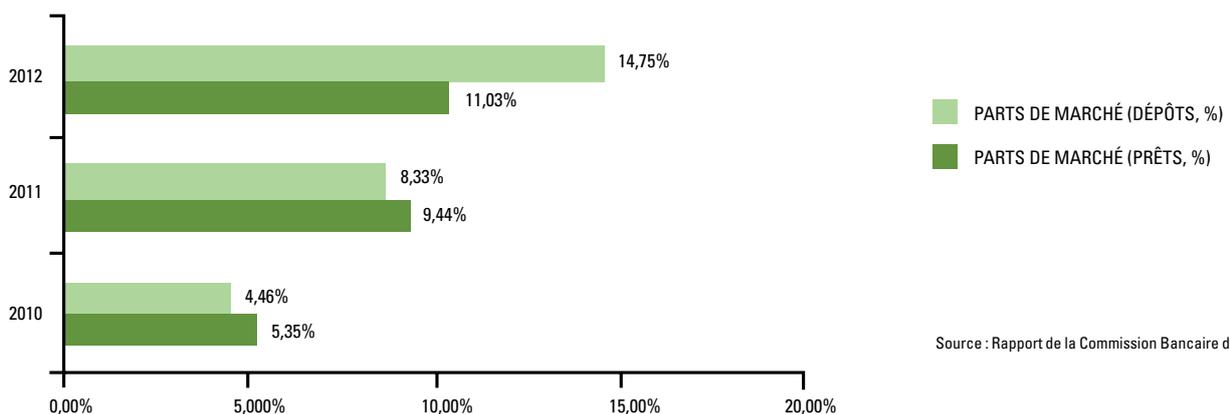
PART DES CRÉDITS 2012



PART DES DÉPÔTS 2012



PART DE MARCHÉS (2010 - 2012)



Source : Rapport de la Commission Bancaire de l'UEMOA

D. Organes d'administration et de contrôle

1. Conseil d'administration

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de douze (12) administrateurs au maximum qui se réunit au moins trois (03) fois par an, sur la convocation du Président.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, et ce pour une durée d'un (01) an. Ils ont pour fonction :

- 1 De nommer, suspendre et de révoquer le Directeur Général de la société et de fixer ses conditions de service ;
- 2 De nommer si besoin en est un Directeur Général Adjoint ;
- 3 De préparer les travaux de l'Assemblée Générale ;
- 4 D'approuver le budget de la société ;
- 5 De prendre les décisions relatives aux prêts, garanties, aux emprunts de la société et préparer les programmes d'investissements de la société ;
- 6 De soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale, les états financiers pour chaque exercice comptable, ainsi qu'un rapport annuel.

Toutes les banques filiales d'Oragroup ont un Conseil d'Administration. Les Conseils ont une composition équilibrée entre administrateurs indépendants et administrateurs exécutifs, et se réunissent plusieurs fois par exercice. La durée des fonctions des administrateurs est d'un (1) an. Ils sont rééligibles. Les dispositions réglementaires relatives aux conventions réglementées sont strictement respectées.

TABLEAU N°7 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Noms	Fonctions au sein du C.A.	Autres fonctions	% du capital détenu
Vincent LE GUENNOU	Président du Conseil d'Administration	Co-Président Directeur Général, ECP (France)	0%
Patrick MESTRALLET	Administrateur, Directeur Général	Directeur Général (France)	0%
Ferdinand NGON KEMOUM	Administrateur, Directeur Général Adjoint	Directeur Afrique Centrale, ECP (Cameroun)	0%
William NKONTCHOU	Représentant d'ECP Financial Holding LLC	Vice-Président, ECP (Cameroun)	0%
Hurley DODDY	Administrateur	Co-Président Directeur Général, ECP (Etats-Unis)	0%
Brice LODUGNON	Administrateur	Directeur Afrique de l'Ouest, ECP (Côte d'Ivoire)	0%
Laurent KLEIN	Administrateur	Proparco – Groupe Agence Française de Développement	0%
M'baye THIAM	Administrateur	Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	0%

Vincent LE GUENNOU, le président du Conseil d'Administration,

est le Co-Directeur Général de Emerging Capital Partners (ECP). En tant que partenaire fondateur, il remplit la fonction de Directeur Général de la structure. ECP, qui gère un portefeuille de 1,8 milliards de dollars à travers sept fonds, est leader dans le secteur du capital-investissement exclusivement dédié à l'Afrique. Comme Co-Directeur Général, M. LE GUENNOU a mis en place la stratégie d'investissement d'ECP et s'occupe de la relation avec les actionnaires et les investisseurs du fonds. Il est aussi membre du comité d'investissement et du comité exécutif d'ECP.

Le conseil d'administration du groupe est appuyé dans sa mission de pilotage du groupe par (05) comités à savoir : le comité d'audit, le comité des ressources humaines, le comité d'investissement, le comité Éthique et Bonne Gouvernance d'Entreprise et le comité des rémunérations.

a. Comité d'audit

Les membres du comité :

TABLEAU N°8 : COMITÉ D'AUDIT

Membres	Fonction au sein du comité	Fonction au sein du CA ou au sein du groupe
Brice LODUGNON	Président	Président
William NKONTCHOU	Membre	Membre
Amadou LY	Secrétaire	Secrétaire

Ce comité a pour mission :

- 1 d'examiner les comptes annuels, semestriels et trimestriels de la société ainsi que les normes comptables appliquées par celle-ci ;
- 2 de veiller à la mise en place et au fonctionnement du dispositif de contrôle interne et des systèmes comptables ;
- 3 de gérer les relations avec les commissaires aux comptes de la société notamment en participant au choix des commissaires aux comptes en soumettant des recommandations au conseil et en instituant une relation directe avec les commissaires aux comptes, afin de prendre connaissance de leur programme de travail, de s'assurer qu'ils sont en mesure d'exercer correctement leur mission, et de débattre avec eux des conclusions de leurs travaux ;
- 4 de coordonner les initiatives de conformité à travers le groupe ;
- 5 Et de superviser la mise en œuvre des programmes de lutte contre le blanchiment d'argent .

La tenue des réunions est effectuée au besoin et obligatoirement lors de l'arrêté des comptes annuels.

b. Comité des ressources humaines

Les membres du comité :

TABLEAU N°9 : COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Membres	Fonction au sein du comité	Fonction au sein du CA ou au sein du groupe
Vincent LE GUENNOU	Président	Président du Conseil d'Administration
Patrick MESTRALLET	Membre	Administrateur et Directeur Général
Ferdinand NGON KEMOUM	Membre	Administrateur et Directeur Général Adjoint
Sandrine GALY	Secrétaire	Directeur des Ressources Humaines

Les missions dévolues à ce comité sont les suivantes :

- 1 Passer en revue les politiques régissant le recrutement, la formation et la motivation du personnel de la société et de ses filiales ;
- 2 Passer en revue les pratiques de rémunération globale de la société et de ses filiales ;
- 3 Et examiner les recommandations à l'égard de tout autre sujet relatif aux principaux aspects de la gestion des ressources humaines, y compris les arrangements organisationnels, au sein de la société et de ses filiales.

c. Comité d'investissement

Ce comité est composé des membres suivants :

TABLEAU N°10 : COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Membres	Fonction au sein du comité	Fonction au sein du CA ou au sein du groupe
Vincent LE GUENNOU	Président	Président du Conseil d'Administration
William NKONTCHOU	Membre	Administrateur
Laurent KLEIN	Membre	Administrateur
Patrick MESTRALLET	Membre	Administrateur et Directeur Général
Ferdinand NGON	Membre	Administrateur et Directeur Général Adjoint
Amadou LY	Secrétaire	Directeur de l'Audit

Ce comité travaille sur les orientations stratégiques du groupe avec comme mission :

- 1 L'étude et le suivi des projets majeurs de la société, en ce compris, l'étude des choix ou priorités, la réalisation de toute étude d'impact financier et le suivi de l'état d'avancement des projets ;
- 2 L'instruction des décisions à présenter au conseil, en particulier des décisions relatives à toute opération d'endettement majeure, toute acquisition, toute expansion géographique de l'activité, toute cession de participations, toute décision relative au plan d'intéressement des salariés. Ainsi que toute autre question que tout membre du conseil jugera nécessaire de soumettre au comité, en liaison avec ses compétences.

d. Comité Éthique et Bonne Gouvernance d'Entreprise

Les membres du comité :

TABLEAU N°11 : COMITÉ ÉTHIQUE ET BONNE GOUVERNANCE

Membres	Fonction au sein du comité	Fonction au sein du CA ou au sein du groupe
Vincent LE GUENNOU	Président	Président du Conseil d'Administration
Hurley DODDY	Membre	Administrateur
Laurent KLEIN	Membre	Administrateur

Le rôle du Comité Éthique et Bonne Gouvernance d'Entreprise consiste à assister le Conseil d'Administration d'Oragroup SA pour une meilleure gouvernance au sein d'Oragroup SA, notamment par la poursuite des objectifs suivants :

- 1 Objectifs stratégiques et les valeurs d'entreprise établis par le Conseil d'Administration,
- 2 Définition de lignes de responsabilité entre le Conseil d'Administration et la Direction Générale,
- 3 Définition du rôle du Conseil d'Administration,
- 4 Définition du rôle de la direction générale,
- 5 Nomination d'auditeurs internes et externes et les autres fonctions de contrôle,
- 6 Transparence,
- 7 La mise en place d'un Code de déontologie.

e. Comité des Rémunérations

Les membres du comité :

TABLEAU N°12 : COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Membres	Fonction au sein du comité	Fonction au sein du CA ou au sein du groupe
Vincent LE GUENNOU	Président	Président du Conseil d'Administration
M'baye THIAM	Membre	Administrateur

2. La Direction Générale

La Direction Générale exerce sa fonction sous le contrôle du Conseil d'Administration, auquel elle rend compte périodiquement de ses actions et de leurs effets. Ses responsabilités sont les suivantes :

- 1 mettre en œuvre les stratégies et politiques approuvées par le Conseil ;
- 2 développer les processus qui permettent d'identifier, de mesurer, de suivre, et de contrôler les risques encourus par la banque ;
- 3 maintenir une structure organisationnelle qui assigne clairement des relations de reporting, d'autorité et de responsabilité ;
- 4 s'assurer que les responsabilités déléguées sont effectivement exercées ;
- 5 mettre en place les politiques de contrôle interne appropriées ;
- 6 suivre l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne.

Patrick Mestrallet est Administrateur Directeur Général d'Oragroup SA depuis octobre 2009. Avant de rejoindre Oragroup, M. Mestrallet était Administrateur Directeur général de la banque Atlantique TOGO, et a dirigé auparavant la Compagnie Bancaire de l'Atlantique Côte d'Ivoire. Entre 2001 et 2008, il a mené avec succès le développement de la CBAO (Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale), une banque privée sénégalaise appartenant au groupe Mimran. Avant de rejoindre la CBAO, M. Mestrallet a assuré les fonctions de Directeur général adjoint de BOA Côte d'Ivoire. Avant 1997, M. Mestrallet a occupé plusieurs postes dans des institutions financières incluant une société de capital-investissement à Madagascar. Entre 1992 et 1997, M. Mestrallet a travaillé au département du secteur privé au sein de la BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement) en tant que Conseiller Technique. Dans ce cadre, il a piloté la création du fonds d'investissement CAURIS INVESTISSEMENT.

M. Mestrallet est ingénieur électricien de formation. Il a obtenu un doctorat en sciences des organisations de l'université Paris Dauphine IX et est diplômé du programme doctoral d'HEC-CESA.

Ferdinand NGON KEMOUM est le Directeur Général Adjoint d'Oragroup et le Directeur Général d'ECP Afrique Centrale responsable de la gestion de la Croissance centrafricaine Sicar (CAGS). Avant de rejoindre ECP, M. Ferdinand Ngon était le Directeur général de la branche Gestion d'Actifs de Framlington Afrique Centrale. Avant Framlington, M. Ngon a occupé plusieurs postes de responsabilité à LOITA Capital Partners International, une banque d'investissement basée à Johannesburg. La grande expérience de M. Ferdinand Ngon au niveau des banques Africaines inclut aussi des positions chez Amity Bank Cameroun, Banque Meridien Biao Cameroun, Meridien Bank Cameroun et CCEI Bank. Il a commencé sa carrière à Paris comme assistant gérant de fonds à Technique de Gestion Financière S.A (TGF S.A). Il a eu à siéger au niveau de plusieurs conseils d'administration de sociétés africaines, y compris ceux de banques et compagnies d'assurances. M. Ferdinand NGON est titulaire d'une licence et un master en économie de l'Université de Lille (France). Il a aussi obtenu un diplôme du 3e cycle dans la gestion de banques et des institutions financières de l'Université de Paris-IX Dauphine (France).

3. Le personnel

Les collaborateurs ont la possibilité d'alerter directement le management, les administrateurs ou les actionnaires de toute anomalie constatée notamment sur l'éthique, sans risque de représailles ou de sanction.

E. Renseignements à caractère général concernant le capital social

1. Capital social

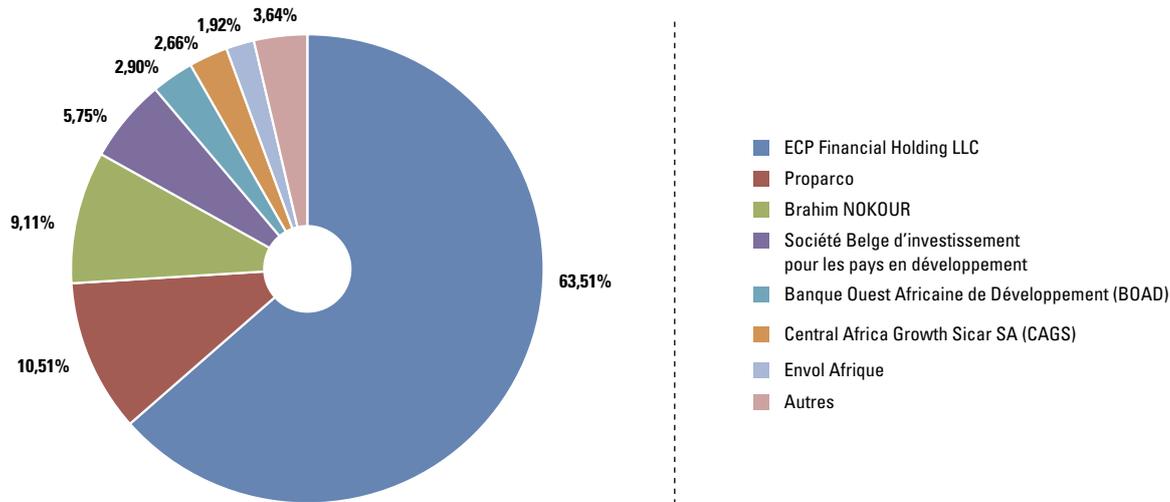
Le capital social d'ORAGROUP est de 59 763 130 000 000 de FCFA au 30 juin 2013. Il est divisé en 5 976 313 d'une valeur nominale de 10 000 FCFA chacune.

TABLEAU N°13 : ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL D'ORAGROUP

Date	Montant (FCFA)	Forme	Capital après opération (FCFA)
	500 000 000	Apports lors de la constitution	500 000 000
04 Décembre 2001	4 500 000 000	Émission de nouvelles actions	5 000 000 000
17 Septembre 2010	38 157 750 000	Compensation de créances certaines, liquides et exigibles	43 157 750 000
23 Octobre 2010	4 475 690 000	Émission de nouvelles actions	47 633 440 000
05 Janvier 2011	954 870 000	Émission de nouvelles actions	48 588 310 000
27 Juillet 2011	6 377 220 000	Émission de nouvelles actions	54 965 530 000
30 juin 2013	4 797 600 000	Émission de nouvelles actions	59 763 130 000

2. Actionnariat

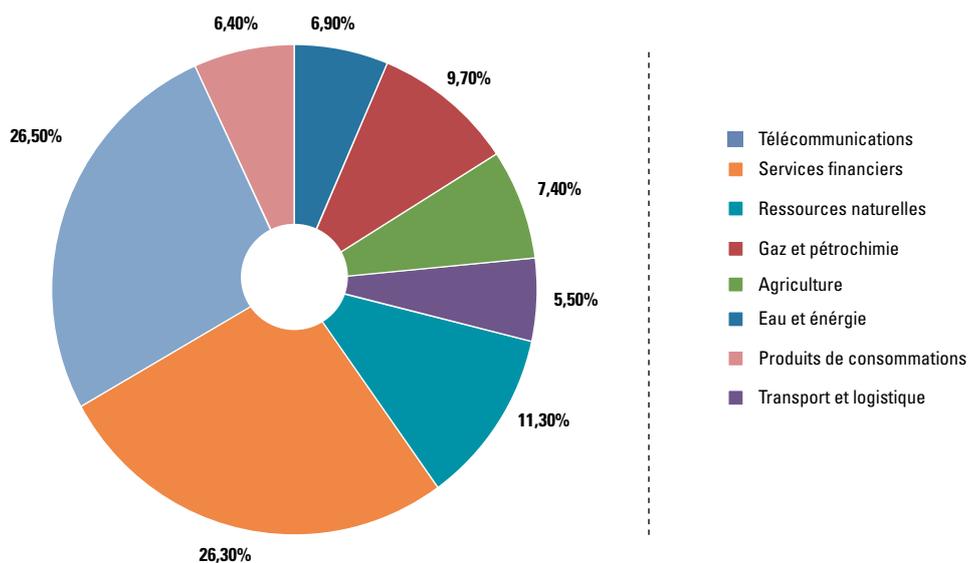
TABLEAU N°14 : ACTIONNARIAT



Présentation des actionnaires détenant plus de 10% du capital social

1. Emerging Capital Partners

Emerging Capital Partners est un gestionnaire de fonds d'investissement dédié à l'Afrique. ECP est le premier fonds d'investissement dédié au continent africain à avoir levé plus de 2 milliard \$US. ECP a plus d'une décennie d'expérience d'investissement en Afrique à travers sept fonds de capital-investissement. La société a réalisé plus de 50 investissements et plus de 20 sorties. Elle dispose d'un portefeuille solide de participations. Des transactions ont été conclues dans un large éventail de secteurs, notamment les biens de consommation, les télécommunications, les services financiers, les ressources naturelles, l'agriculture et les services publics.



2. PROPARCO

Créée en 1977, PROPARCO est une Institution Financière de Développement, conjointement détenue par l'Agence Française de Développement (AFD) et par des actionnaires privés du Nord et du Sud (organismes financiers et entreprises).

La mission de la société est de favoriser les investissements privés dans les pays émergents et en développement dans un objectif de croissance économique, du développement durable et d'atteinte des Objectifs du Millénaire (OMD) .

PROPARCO finance des opérations économiquement viables, socialement équitables, soutenables sur le plan environnemental et financièrement rentables.

Sa stratégie sectorielle, adaptée au niveau de développement des pays, se concentre sur le secteur productif, les systèmes financiers, les infrastructures et le capital investissement.

La Société investit dans un champ géographique allant des grands pays émergents aux pays les plus pauvres, notamment en Afrique, avec un degré élevé d'exigence en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale.

PROPARCO propose une palette complète d'instruments financiers permettant de répondre aux besoins spécifiques des investisseurs privés dans les pays en développement (prêts, fonds propres, garanties et ingénierie financière).

Au 31/12/2012, PROPARCO avait un portefeuille de 3,1 milliards d'euros à travers plus de soixante projets dans plus de cinquante pays.



III. ACTIVITES D'ORAGROUP

A. Environnement Bancaire Zone UEMOA

1. Cadre légal et réglementaire

Les autorités de tutelles en ce qui concerne les activités bancaires et financières dans la zone UEMOA sont principalement :

- 1 le Conseil des ministres de la zone UEMOA,
- 2 la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui joue par ailleurs le rôle d'institut d'émission de l'UEMOA et participe à la mise en place de la réglementation prudentielle et comptable et à la surveillance du système financier sous régional.
- 3 la Commission Bancaire de l'UEMOA qui organise et contrôle les banques et établissements financiers de la zone.

En 2007, le Conseil des Ministres de l'Union a décidé de relever le capital social minimum applicable aux banques et établissements financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO) à 10 milliards et 3 milliards respectivement.

2. Environnement économique et financier de la zone UEMOA

La crise financière internationale a eu un impact négatif sur l'environnement économique et financière de la zone UEMOA particulièrement en 2008. La reprise économique qui avait commencé en 2010, a été perturbée par les effets de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire avec une baisse importante de l'activité économique dans la première puissance économique de la sous-région en 2011. Tous les secteurs ont été affectés particulièrement le commerce et les services.

Dans ce contexte, la BCEAO a eu à adopter une politique de soutien au financement de l'économie par une injection massive de liquidité entre 2010 et 2011 afin de préserver la stabilité du système bancaire. Ainsi, malgré un contexte défavorable, le système bancaire de l'Union est resté stable.

Selon le rapport de Mars 2013 de la BCEAO, sur la politique monétaire dans l'Union, la situation économique reste marquée par la persistance d'une conjoncture internationale morose et empreinte d'incertitudes. L'activité économique interne a été cependant bien orientée au quatrième trimestre 2012.

Sur la base des indicateurs élaborés à fin décembre 2012, le taux de croissance économique de l'Union, en termes réels, ressortirait à 5,8% en 2012. Pour 2013, la reprise de l'activité économique devrait se poursuivre avec un taux de croissance réel projeté à 6,5%.

Le niveau de rentabilité financière satisfaisant (10,4% en 2010) devrait continuer à inciter les groupes bancaires étrangers à s'implanter dans la Zone.

3. Paysage bancaire de la zone UEMOA

TABLEAU N°15 : RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT PAR PAYS

Pays	Nombre d'unités en 2012			Effectifs
	Banques	Établissements financiers	Guichets	
BENIN	12	0	182	2 272
BURKINA	12	5	207	2 495
COTE D'IVOIRE	23	1	557	6 363
GUINEE BISSAU	4	0	23	310
MALI	13	2	328	2 798
NIGER	10	1	114	1 310
SENEGAL	19	2	363	4 373
TOGO	12	2	75	1 819
TOTAL UMOA	105	13	1 949	21 740

Sources : Rapports annuels de la Commission Bancaire et de la BCEAO

Le système bancaire de l'Union compte, au 31 décembre 2012, cent dix-neuf (118) établissements de crédit agréés (105 banques et 13 établissements financiers à caractère bancaire (EF)), contre cent vingt-et-un (121) en 2011. Cette évolution résulte d'une part, de l'agrément d'une (1) banque en Côte d'Ivoire, et d'autre part, du retrait de l'agrément de deux (2) banques installées au Bénin et au Niger ainsi que d'un (1) établissement financier au Togo.

Durant l'année 2012, à la suite de son retrait d'agrément, Cauris Investissement a cessé ses activités tandis que BGFIBANK-Côte d'Ivoire, Guaranty Trust Bank-Côte d'Ivoire et la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRHUEMOA) au Togo sont entrées en activité. Ces évolutions portent à cent dix-huit (118) le nombre d'unités en activité dans l'Union à fin décembre 2012 (105 banques dont 4 succursales et 13 établissements financiers dont 3 succursales), soit un accroissement de deux (2) unités. La filiale ivoirienne de Coris Bank International était le seul établissement de crédit agréé n'ayant pas démarré ses activités à fin 2012.

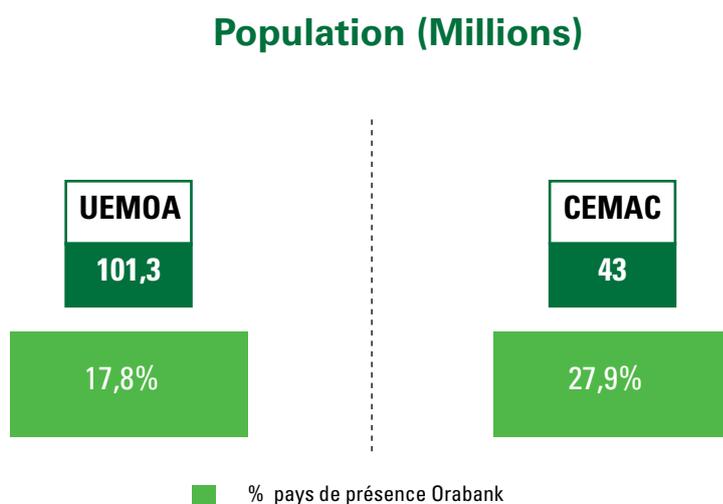
L'évolution du paysage bancaire devrait aboutir à une concurrence accrue entre les banques permettant aux usagers de bénéficier de conditions plus favorables.

TABLEAU N°16 : TAUX DE BANCARISATION ESTIMATIF PAR PAYS AU 31/12/2012

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Population en millions d'habitants	9,6	16,3	22,7	1,5	15,4	15,7	14,1	6,0	101,3
Taux de bancarisation estimatif	7,2%	5,1%	11,9%	4,2%	7,4%	1,9%	6,9%	9,4%	7,2%

Sources : Rapport annuel 2012 de la Commission Bancaire

Avec une implantation actuelle qui représente moins de 30% de son marché accessible, Oragroup dispose de fortes potentialités de croissance.



B. Domaines et formes d'intervention de l'émetteur

Historiquement présente sur le segment du financement des PME, ORAGROUP développe progressivement, ses compétences et son savoir-faire dans tous les métiers de la banque commerciale. Cette stratégie de banque universelle, s'est accompagnée depuis fin 2009, par la cession de ses participations dans la micro-finance.

Les banques du groupe proposent des services bancaires standards, mais aussi des solutions « sur-mesure » aux demandes spécifiques qui leurs sont formulées.

Plus de 600 collaborateurs, présents dans six (6) pays, accompagnent au quotidien plus de 50.000 clients sur 4 zones monétaires de l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Les équipes proposent conseils et services aux particuliers, professionnels, entreprises et institutionnels.

Le groupe propose à ses clients une offre complète et diversifiée de produits et de services, allant du support d'épargne aux crédits pour les particuliers en passant par les financements des entreprises et l'offre de moyens de paiement. Les tableaux ci-dessous présentent les principales catégories de produits et services à la disposition des clients d'ORAGROUP :

TABLEAU N°17 : PRODUITS /SERVICES DESTINÉS AUX PROFESSIONNELS, ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS

	PROFESSIONNELS ET ENTREPRISES	ORGANISMES ET INSTITUTIONNELS
PRODUITS D'EPARGNE	<ul style="list-style-type: none"> • Compte Épargne • Dépôt à Terme • Bon de caisse 	<ul style="list-style-type: none"> • Compte Epargne • Dépôt à Terme • Bon de caisse
CREDITS	<ul style="list-style-type: none"> • Financement cycle d'exploitation : • Facilité de caisse • Découvert • Avance en compte • Crédit de campagne • Escompte commercial • Escompte de chèque en devises • Financement d'un investissement : • Crédit à court terme • Crédit à moyen terme • Crédit à long terme • Crédits aux salariés 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement besoin ponctuel : • Facilité de caisse • Découvert • Avance en acompte • Escompte de chèque en devise • Financement d'un investissement : • Crédit à court terme • Crédit à moyen terme • Crédits aux salariés
AUTRES PRODUITS / SERVICES	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de Paiement • Transfert d'argent • Opérations de change • Banque en Ligne 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de Paiement • Transfert d'argent • Opérations de change • Banque en Ligne

TABLEAU N°18 : PRODUITS /SERVICES DESTINÉS AUX PARTICULIERS

Produits/Services offerts	Cible	Descriptif
Bancassurance		
Oravie Plus	Particuliers titulaires d'un compte chèque ou épargne	Assurance vie garantissant une indemnité en cas d'invalidité partielle ou totale; elle sert un capital aux ayants droits en cas de décès.
Orassur	Toutes cibles ayant un crédit auprès d'Orabank	Assurance et prévoyance sur les prêts jusqu'à 15 millions et capital garantit notamment sur les comptes Epargne.
Crédit divers		
Compte épargne crédit	Particuliers, artisans, commerçants, professionnels	Le client épargne sur 12 mois minimum et peut ensuite bénéficier d'un crédit égal à deux fois le montant épargné avec un maximum de 20 millions de FCFA.
Crédit Etudiant	Etudiants salariés ou non-salariés	Palette de crédits destinés aux étudiants pour financer les études, les livres scolaires, l'équipement informatique, le permis de conduire et même une moto.
Crédit Scolaire	Particuliers parents d'élèves	Pour le financement des dépenses liées à la rentrée des classes, crédit allant de 1 à 3 millions sur une période de 9 à 11 mois en fonction des filiales.
Crédit immobilier		
Ora'Immo	Fonctionnaires, salariés du privé ou d'organismes	Pour le financement d'un bien immobilier, d'une rénovation ou d'une construction allant de 4 à 15 ans selon le montant.
Crédit Consommation		
Ora'Conso	Fonctionnaires, salariés du privé ou d'organismes	Pour le financement des dépenses liées à l'achat d'un véhicule ou d'équipement pour la maison.
Crédit Événement		
Crédit Tabaski	Toutes cibles	Crédit pour le financement des frais liés à la fête du sacrifice (Aïd Moubarak).
Crédit Fêtes de Fin d'année	Toutes cibles	Crédit pour le financement des frais liés aux fêtes de fin d'année (Noël, Jour de l'an,...).
Monétique		
Carte AURORE	Grand public	Carte de retrait valable sur le réseau GIM UEMOA et Orabank Bénin
Produits d'Epargne		
Compte Epargne Dynamik 3	Toutes cibles	Une épargne bloquée sur 3 ans à taux d'intérêt progressif.
Compte Epargne 4,75	Toutes cibles	Compte épargne ouvert à partir de 5 000 FCFA rémunéré à un taux de 4,75% l'an jusqu'à 25 millions de FCFA.
Pack Multiservices		
Ora'Pack	Salariés du privé et fonctionnaires	5 produits et services regroupés dans un pack à tarification unique (ouverture d'un compte épargne, compte courant, crédits à taux avantageux, avance sur salaire, Ora@Net, banque en ligne).
Télématique		
E Banking	Toutes cibles disposant d'un équipement informatique et internet	Abonnement mensuel ou adossé à un pack multiservices pour la consultation des soldes, l'impression de mini relevés, demande de chéquier.
Transfert d'argent	Toutes cibles	Services multi transfert d'argent : ORYX (intra groupe) - Money Express -Coins-tar - Moneytrans – Wari (domestique).
SMS Banking	Tous clients disposant d'un téléphone portable	Réception et/ou demande d'informations sur le compte par SMS.
Mobile Banking	Tous clients disposant d'un téléphone portable	Transfert d'argent avec le téléphone portable, en partenariat avec le fournisseur mobile TIGO.

Produits/Services à offrir à court et moyen terme	Cible	Descriptif
Monétique		
Carte VISA Electron	Jeunes (de moins de 25 ans), salariés du privé ou fonctionnaires dont les revenus sont inférieurs à 500 000 FCFA.	Carte de retrait paiement à débit immédiat, adossé à un compte bancaire.
Carte VISA Prépayée		Carte prépayée sans compte bancaire.
Carte VISA Classic		Carte de retrait paiement à débit immédiat si salaire inférieur à 500 000 FCFA et à débit différé si salaire supérieur à 1,5 millions de FCFA.
Carte VISA Business	Clients dont les revenus mensuels sont supérieurs à 1,5 millions de FCFA.	Carte de retrait paiement à débit différé.
Carte VISA Premier		Carte de retrait paiement à débit différé.



IV. SITUATION FINANCIERE D'ORAGROUP

A. Analyse des Comptes Sociaux d'ORAGROUP SA de 2010 à 2012

AVERTISSEMENT

Les comptes sociaux présentés ci-dessous constituent les comptes annuels d'ORAGROUP SA sans la prise en compte des filiales du Groupe

a- Bilans de 2010 à 2012

TABLEAU N°19 : BILANS DE 2010 À 2012

ACTIF (en millions de FCFA)	2010	2011	2012
Immobilisations corporelles	199	309	411
Immobilisations incorporelles	145	784	90
Immobilisations financières	21 748	24 174	42 068
Titres de placements	31	203	0
Autres actifs	2 261	3 167	2 056
Comptes d'ordres et divers	90	108,	413
Créances sur la clientèle	0	0	0
Créances interbancaires	1 185	3 488	5 438
Caisse	0	0	0
Total ACTIF	25 660	32 233	51 291
PASSIF (en millions de FCFA)	2010	2011	2012
Fonds affectés	0	0	8
Provisions risques et charges	0	40	0
Provisions réglementées	0	0	0
Fonds risques bancaires généraux	0	0	0
Prime liée au capital	680	1 795	1 795
Réserves	42	42	42
Capital	47 633	54 965	54 965
Report à nouveau	-11 726	-30 603	-30 795
Résultat instance d'affectation	0	0	0
Résultat de l'exercice	-18 877	-192	2 258
Dettes représentées par un titre	0	0	3 006
Autres passifs	123	223	491
Compte d'ordre et divers	240	1 244	415
Dettes à l'égard de la clientèle	0	0	0
Dettes interbancaires	7 544	4 720	19 105
Total PASSIF	25 660	32 233	51 291

Analyse des postes du bilan

Le total du bilan

Entre 2010 et 2011, le total du bilan est passé de FCFA 25,660 milliards à FCFA 32,233 milliards, soit une progression de 25,62%. Le total du bilan au 31 décembre 2012 se chiffre à FCFA 51,291 milliards, soit une hausse de 59,13% par rapport à 2011.

Les créances sur la clientèle

Oragroup Sa, étant une Holding et ne fournissant pas des prestations directes avec la clientèle, ne détient aucune créance directe sur la clientèle.

Les créances interbancaires

Les créances interbancaires de la Holding Oragroup sont constituées de prêts à terme, de prêts internationaux, de créances dans les transactions bancaires avec HSBC, BICEC Cameroun, le Crédit Agricole et Orabank Togo. Elles se chiffrent à FCFA 1,185 milliards en 2010 et à FCFA 5,438 milliards en 2012, soit une hausse enregistrée de 359%.

Les fonds propres

Sur la base de la restructuration opérée au niveau du capital social, les fonds propres de la Holding se sont renforcés en passant de FCFA 1,775 milliards en 2010 à FCFA 2,827 milliards en 2012, soit une hausse de 59%.

Les dettes interbancaires

Les dettes interbancaires sont constituées de dettes envers Orabank-Togo et des emprunts auprès des autres institutions bancaires. Elles ont subi une hausse ponctuelle à fin décembre 2012 de 153% par rapport à fin 2011.

Le résultat net

Le résultat net s'est fortement amélioré en 2012 pour s'établir à FCFA 2,258 milliards par rapport au résultat déficitaire de FCFA -192 millions enregistré en 2011.

Structure financière

L'analyse de la structure financière d'Oragroup se présente comme ci-après:

Désignations	2010	2011	2012	Normes BCEAO
Rentabilité de l'exploitation (RN/CAPER)	-7.4%	-1%	4%	>0
Solvabilité (Fonds propres/ Total bilan)	69%	81%	55%	>=20%
Équilibre financier (CAPER/ ACT IMMOB)	1,16	1,28	1,18	>=1
Capacité d'endettement (CAPRO/DLMT)	2,25	4,21	1,18	>=1
Autonomie Financière (CAPRO/CAPER)	0,69	0,81	0,55	> 0,5
Résultat net /PNB	19,37	-4,78	5,24	>0

La solvabilité d'Oragroup est avérée. En effet, elle reste sur la période toujours supérieure à 55% pour une norme minimale de 20%.

L'équilibre financier est respecté référence faite aux normes BCEAO dont le minimum est égal à 1. Dans ce cas précis, l'équilibre est passé de 1,16 à 1,18 entre 2010 et 2012.

La capacité d'endettement est également respectée selon les normes BCEAO avec un niveau de 2,25 en 2010 et de 1,18 en 2012 contre une norme minimale de 1.

Oragroup jouit d'une bonne autonomie financière par le rapport Fonds propres/Capitaux permanents en passant de 0,69 en 2010 à 0,55 en 2012 avec une norme minimale de 0,50.

Il ressort globalement de ce qui précède qu'Oragroup est une structure en phase de croissance avec un potentiel de développement considérable qui se traduit par l'amélioration de ses performances financières.

b. Compte de résultat de 2010 à 2012

Désignations (en millions de FCFA)	2010	2011	2012
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 400	3 172	4 159
PRODUITS FINANCIERS	3	226	785
CHARGES D'EXPLOITATION	2 603	2 810	3 667
CHARGES FINANCIÈRES	774	549	736
PRODUIT NET BANCAIRE	-975	40	541
BÉNÉFICE/PERTE	- 18 877	-192	2 258

Les produits d'exploitation

Le total des produits d'exploitation (générés par les rémunérations d'assistance technique, les prestations VSAT aux filiales et autres produits) a progressé de 32,20% entre 2010 et 2011 pour s'établir à FCFA 3,172 milliards. Il a enregistré une hausse en 2012 de 31% par rapport à 2011 en s'établissant à FCFA 4,159 milliards.

Les produits financiers

Le total des produits financiers (générés par les intérêts reçus des correspondants, des intérêts sur placements à terme et les gains de change) a progressé de 7900% de 2010 à 2011 et de 247% entre 2012 et 2011.

Le Produit net bancaire

Le produit net bancaire est passé de FCFA -975 millions en 2010 à FCFA 40 millions en 2011, puis FCFA 541 millions en 2012, en relation avec l'évolution des produits d'exploitation de la Holding sur la période.

Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation (générées par les charges du personnel, honoraires, les services télécom (VSAT), les loyers, etc.) ont subi une hausse de 7,93% de 2010 à 2011. Elles ont progressé de 30,5% au cours de l'exercice 2012 pour s'établir à FCFA 3,667 milliards.

Les charges financières

Les charges financières (engendrées par les intérêts à payer aux correspondants et les intérêts sur emprunts à terme ont progressé de 34% en 2012 après avoir reculé de 29% en 2011.

Le résultat net

Le résultat net de la Holding ORAGROUP ressort bénéficiaire de FCFA 2,258 milliards en 2012 contre un déficit de FCFA 192,3 millions enregistré en l'exercice précédent.

TABLEAU N°20 : COMPTE DE RÉSULTAT DE 2010 À 2012

Désignations (en millions de FCFA)	2010	2011	2012
Produits d'exploitation	2 400	3 172	4 159
Assistance technique	687	1 239	2 203
VSAT	944	1 104	1 075
Autres produits	768	829	880
Produits financiers	3	226	785
Produits d'intérêts sur correspondants	2	8	15
Produits d'intérêts sur placements à terme	1	218	770
Gain de change	0	0	0
Reprises de provisions/éléments d'actifs	-	1 415	1 845
Produits exceptionnels	22	337	416
Perte	(18 877)	(192)	
Total des produits = total de charges	4 926	5 344	7 205

Désignations	2010	2011	2012
Charges d'exploitation	2 603	2 810	3 667
Charges du personnel	446	474	724
Dont salaires	317	286	558
Dont impôts et taxes	123	183	155
Dont personnel extérieur	5	5	10
Télécom et postes	303	338	388
Déplacements et missions	256	153	303
Loyers et entretien	121	137	140
Assurances	10	29	46
Honoraires	1 004	1 171	1 409
Impôts et taxes	192	220	183
Autres charges d'exploitation	271	288	474
Charges financières	774	549	736
Dotations aux amortissements	235	180	291
Dotations aux provisions sur éléments d'actifs	878	1 779	0
Charges exceptionnelles	16 811	26	250
Impôts sur les sociétés	1	0	3
Bénéfice	0	0	2 258

B. Analyse des Comptes consolidés de 2010 à 2012

AVERTISSEMENT

Les comptes consolidés du Groupe Orabank pour les exercices 2010 à 2012 ont fait l'objet de certification par les commissaires aux comptes. Le périmètre de consolidation des comptes ci-dessous présentés intègre les comptes sociaux d'Oragroup et ceux des filiales du Bénin, du Gabon, de la Guinée, de la Mauritanie, du Tchad et du Togo .

a - Bilans consolidés de 2010 à 2012

Au cours des trois dernières années, la masse bilancielle consolidée du groupe n'a cessé d'augmenter. En effet, le total du bilan qui était de FCFA 301,655 milliards en 2010 est passé à FCFA 417,509 milliards en 2011 pour atteindre FCFA 701,420 milliards en 2012. Ces évolutions globalement positives de 2010 à 2012 correspondent à un taux d'accroissement de 133%.

TABLEAU N°21 : BILANS CONSOLIDÉS DE 2010 À 2012

ACTIF (en millions de FCFA)	2010	2011	2012
Caisse	11 725	13 987	16 496
Créances Interbancaires	74 732	94 306	93 866
Créances à vue	53 984	75 246	57 387
<i>Banques centrales</i>	<i>32 605</i>	<i>62 024</i>	<i>43 706</i>
<i>Trésor CCP</i>	<i>3</i>	<i>35</i>	<i>178</i>
<i>Autres Établissements de crédit</i>	<i>21 376</i>	<i>13 186</i>	<i>13 502</i>
Créances à terme	20 748	19 061	36 479
Créance sur la clientèle	157 902	215 799	434 675
Titres de Placement	16 526	61 201	105 065
Autres Actifs	8 108	6 271	12 791
Immobilisations financières	7 794	3 577	4 653
Immobilisations Incorporelles	1 334	593	497
Immobilisations Corporelles	14 255	11 576	17 334
Ecarts d'acquisition	6 961	6 797	9 741
Compte d'ordre et divers	2 318	3 401	6 303
TOTAL ACTIF	301 655	417 509	701 420

PASSIF (en millions de FCFA)	2010	2011	2012
Dettes Interbancaires	17 159	35 025	117 541
Dettes à l'égard de la clientèle ou dépôts	244 320	321 140	488 575
Autres Passifs	4 728	9 424	15 088
Compte d'ordre et divers	587	6 976	9 111
Ecarts d'acquisition	587	634	634
Provisions pour Risques et Charges	463	832	1 822
Provisions règlementées/Subventions	23	26	1 471
Capital	47 633	54 966	54 966
Réserves et écart de réévaluation	- 925	- 19 271	- 9 427
Résultat de l'exercice	- 18 610	5 905	17 292
<i>Part Groupe</i>	- 17 475	5 723	14 001
<i>Part Minoritaires</i>	- 1 135	182	3 291
TOTAL PASSIF	301 655	417 509	701 420

Analyse des postes du bilan

Les postes de l'actif du bilan :

La caisse

Les disponibilités en caisse du groupe toutes devises confondues sont en 2012 d'un montant de FCFA 16,496 milliards, soit une progression d'environ 41% par rapport à l'année 2010. Cet accroissement s'explique par l'expansion du réseau Orabank et les ouvertures des agences dans les six pays où sont implantées les filiales qui détiennent une certaine disponibilité en caisse. Rapporté au total bilan de l'année 2012, elles représentent environ 2,35%.

Les créances interbancaires

Elles s'élèvent au 31 décembre 2012 à FCFA 93,866 milliards correspondant à une progression de 26% par rapport à l'année 2010. Elles sont constituées des avoirs du groupe à la Banque Centrale (zone UEMOA et CEMAC), au trésor public, CCP et chez les autres établissements de crédit implantés en zone UEMOA et hors UEMOA. Ce poste représente 13,38% du total de l'actif pour l'exercice 2012.

Les créances sur la clientèle

Elles s'élèvent en 2012 à FCFA 434,675 milliards représentant une progression de 175% par rapport à 2010 d'un montant de FCFA 157,902 milliards. Elles sont constituées de portefeuille d'effets commerciaux (crédits de campagne, des crédits ordinaires) et des autres concours à la clientèle. Ce poste représente à lui seul 61,97% du total du bilan pour l'année 2012.

Les titres de placement

Les titres de placement en 2012 sont de FCFA 105,065 milliards. Ils sont constituées des obligations, des titres de créances négociables (Bons du trésor, les obligations du trésor etc.). La forte progression (+536%) enregistrée entre 2010 et 2012, traduit la politique d'optimisation de la trésorerie et du coût de la ressource appliquée par le Groupe.

Les immobilisations corporelles

La valeur nette des immobilisations corporelles a atteint en 2012, FCFA 17,334 milliards contre FCFA 14,254 milliards en 2010 soit un accroissement de 22%. Ceci est dû aux acquisitions des biens d'équipements pour l'expansion du réseau et les ouvertures des agences.

Les postes du passif du bilan :

Dettes interbancaires

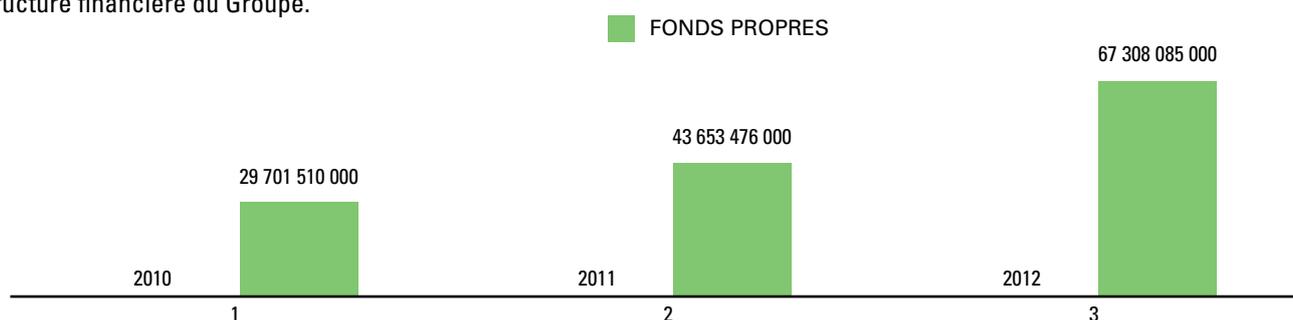
Elles sont composées surtout des dépôts du trésor public, des établissements financiers et des banques correspondantes. Leur montant est significatif de FCFA 117,541 milliards pour l'année 2012 contre FCFA 17,159 milliards en 2010 soit une progression de 585%.

Dettes à l'égard de la clientèle

D'un montant de FCFA 244,320 milliards de dépôts enregistrés en 2010, ce poste est passé en 2012 à FCFA 488,575 milliards soit une progression de 99,97%. Elles représentent 69,65% du total du passif pour 2012 et est constituée des différents dépôts de la clientèle (dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, bons de caisse et DAT). L'accroissement de ce poste est imputable aux ouvertures des agences, aux dépôts de la clientèle et la mise en place de nouveaux dépôts à terme.

Les fonds propres

Les fonds propres globaux du groupe ont connu une progression importante de 127% de 2010 à 2012. Cet accroissement progressif est expliqué par les augmentations opérées sur le capital et par la politique d'affectation des résultats visant à renforcer la structure financière du Groupe.



- SITUATION HORS BILAN

TABLEAU N°22 : ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS DE 2010 À 2012

	2010	2011	2012
ENGAGEMENTS DONNES (en millions de FCFA)	60 432	71 040	133 793
Engagement de financement	14 061	9 134	19 299
En faveur d'établissement de crédit	0	2 300	
En faveur de la clientèle	14 061	6 834	19 299
Engagement de garantie	46 371	61 906	114 494
D'ordre d'établissement de crédit	2 200	2 000	24 119
D'ordre de la clientèle	44 171	59 906	90 375
ENGAGEMENTS RECUS	112 628	153 658	244 422
Engagement de financement	2 200	2 500	7 500
Reçus d'établissement de crédit	2 200	2 500	7 500
Engagement de garantie	110 428	151 158	236 922
Reçu d'établissement de crédit	28 620	35 872	44 805
Reçu de la clientèle	81 808	115 286	192 117

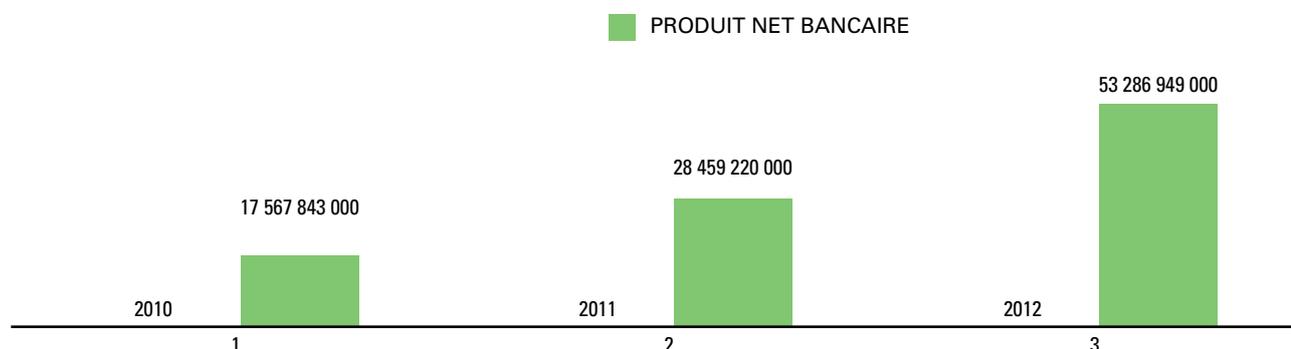
Les engagements donnés par le groupe ont connu une augmentation de 121% entre 2010 et 2012. Les engagements reçus par le groupe ont également progressé de 117% sur la même période.

b - Comptes de résultats consolidés de 2010 à 2012

DESIGNATION (en millions de FCFA)	2010	2011	2012
PRODUIT NET BANCAIRE	17 568	28 459	53 287
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	13 403	15 799	28 482
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 037	10 245	24 805
IMPOTS SUR BENEFICE	1 070	3 058	4 138
RESULTAT NET	- 18 610	5 905	17 292

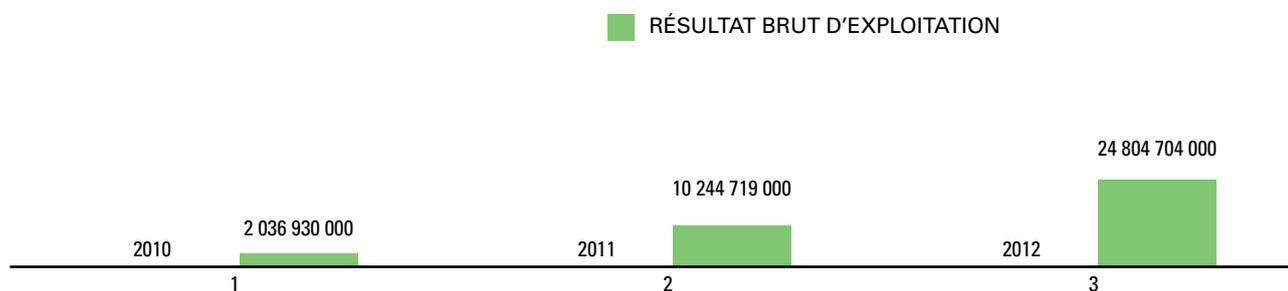
Analyse des postes du compte de résultat consolidé

Évolution du produit net bancaire (PNB)



Le produit net bancaire (PNB) a augmenté de 203% de 2010 à 2012 en passant respectivement de FCFA 17,567 milliards à FCFA 53,286 milliards. Cette situation s'explique par l'accroissement des crédits à la clientèle par le biais des filiales et aussi par la bonne maîtrise des opérations de trésorerie, interbancaire et de la clientèle. La contribution de ces dernières à la formation du PNB est importante. En effet, la marge nette sur l'opération de la clientèle ressort à FCFA 33 088 981 000 soit 62% du PNB.

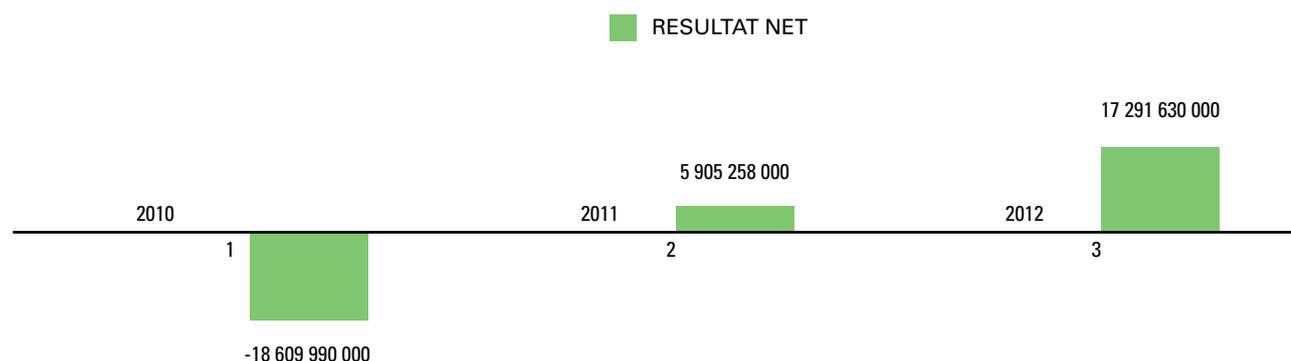
Évolution du résultat brut d'exploitation



Le résultat d'exploitation dégagé en 2012 s'est accru considérablement de 1117% par rapport à l'année 2010. Ce résultat est demeuré positif au cours des trois années considérées et a régulièrement augmenté malgré une hausse régulière des charges sur la même période, traduisant ainsi l'amélioration du coefficient d'exploitation qui s'établit à 53% sur l'exercice 2012.

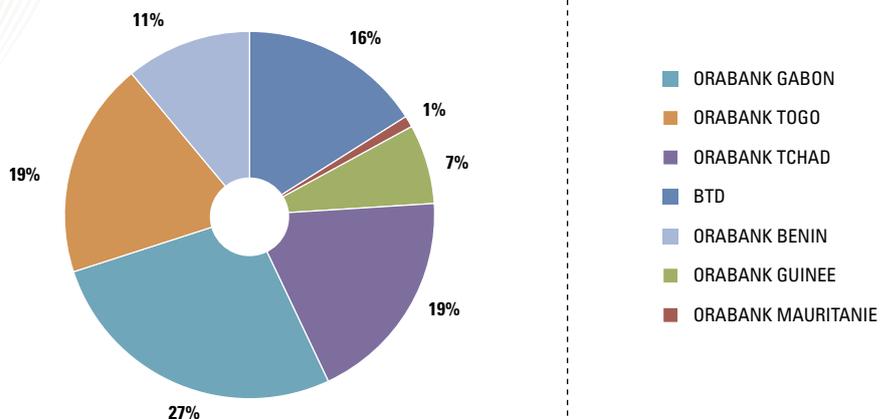
Évolution du résultat net

Le résultat net consolidé du groupe est déficitaire en 2010 d'un montant de FCFA 18,610 milliards. Ce déficit est lié à l'augmentation des charges exceptionnelles enregistrées sur la même période. Abordant sa phase de croissance, le groupe réalise un résultat positif de FCFA 5,905 milliards en 2011 pour atteindre FCFA 17,292 milliards en 2012 soit une hausse de 192,8%.



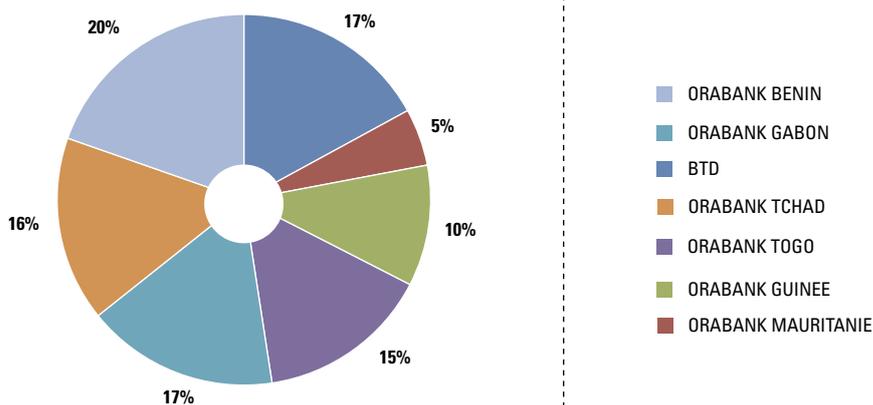
Contribution des filiales au Produit net bancaire pour 2012

PRODUIT NET BANCAIRE



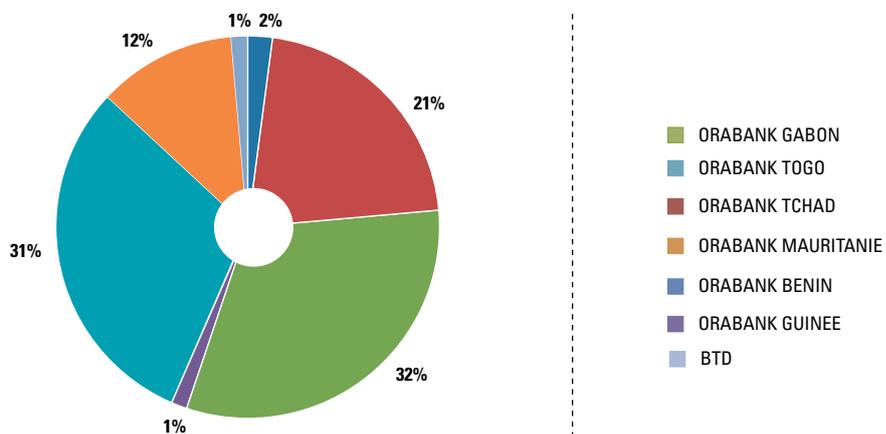
Poids des charges d'exploitation de chaque filiale pour 2012

CHARGES D'EXPLOITATION



Poids des charges d'exploitation de chaque filiale pour 2012

CONTRIBUTION DE CHAQUE FILIALE AU RÉSULTAT NET POUR 2012





V. STRATEGIE ET PERSPECTIVES

A. Orientations et visions stratégiques

Le Groupe est présent à ce jour dans six (6) États de l'Afrique subsaharienne : Bénin, Gabon, Guinée, Mauritanie, Tchad et Togo. Il est animé par près de 500 collaborateurs au service exclusif de sa clientèle. La reprise, en mars 2009, du Groupe par le Fonds d'investissement ECP, un leader du capital-investissement en Afrique, marque une rupture dans l'histoire du groupe. Le nouvel actionnaire s'est employé à améliorer de façon significative, les pratiques de gestion, le professionnalisme des équipes, les compétences techniques et l'infrastructure physique et technologique, tout en renforçant l'équipe dirigeante afin de créer des fondations solides pour un Groupe Bancaire régional de qualité, avec une forte implantation en Afrique de l'Ouest (notamment dans la zone UEMOA) et Afrique Centrale.

Le Groupe Orabank projette d'être un acteur économique citoyen et responsable au cours des prochaines années dans l'optique de prendre une place importante dans la bancarisation et le financement des économies en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, le groupe va accélérer progressivement sa transformation de banque spécialiste du financement des PME vers une banque universelle.

La stratégie du Groupe se décline au travers deux axes principaux :

- La constitution d'une infrastructure centrale solide au sein d'Oragroup afin d'assurer un développement cohérent et pérenne de l'ensemble du groupe bancaire ;

Oragroup a renforcé son organisation et ses moyens humains pour assurer les fonctions qui lui reviennent.

- Le développement de chaque unité du groupe en prenant en compte les environnements bancaires nationaux et les spécificités (forces et faiblesses) de chacune des filiales.

Un premier plan quinquennal a été élaboré avec chacune des filiales et consolidé au niveau du groupe. Ce plan de développement a été approuvé au cours du Conseil d'Administration d'Oragroup (ex Financial BC) de 2009. In fine, les objectifs sont de détenir, pour chaque filiale, au terme de la période sous revue des parts de marché à « 2 chiffres » et de présenter des niveaux de rentabilité acceptables ($RN/PNB \geq 20\%$; $RN/Total\ de\ Bilan \geq 2,5\%$).

Sur le plan financier, la stratégie du groupe a consisté au lancement d'une levée de fonds ayant permis de porter le capital à son niveau de fin 2012 et de libérer un prêt convertible de 3 000 M. F. CFA souscrit par la BIDC.

Concernant le développement externe du réseau de notre groupe, il est retenu une double motivation d'acquisition :

- Consolidation sur un pays. Il s'agira d'acquisition d'un établissement bancaire dans un pays de présence d'Oragroup afin d'accroître, du fait des complémentarités et des synergies identifiées, les parts de marché après fusion et d'accélérer la mutation en banque universelle. Il faut rappeler ainsi que le groupe a acheté fin décembre 2012, 56 % (dont 5% en portage pour le personnel) du capital social de la Banque Togolaise de Développement –BTD- au terme d'un processus compétitif de privatisation.
- Extension sur des pays cibles : Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun. Dans ce cadre, Oragroup a répondu à l'appel d'offres lancé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) relatif au choix d'un partenaire technique et financier dans la reprise du groupe « Banque Régionale de Solidarité » (BRS). En effet, la BRS est présente dans 2 pays « cible », mais est présente également dans les autres pays de l'UMOA. Là encore Oragroup a été retenu comme partenaire technique et financier devant être majoritaire au sortir de cette opération.

En termes de produits, l'effort actuel porte :

- Sur le développement d'un réseau d'agences « de proximité » ;
- sur la mise en œuvre de services de transfert d'argent, tant interne au groupe qu'externe au travers de la signature de contrats d'adhésion avec des opérateurs internationaux ;
- sur le développement de la monétique ;
- sur la mise en place d'un service de SMS banking et mobile Banking ;
- sur la mobilisation de ressources spécifiques pour le développement des produits de financements des investissements des entreprises et du commerce international ;
- sur la bancassurance.

En termes de système d'information, l'adoption par toutes les entités du progiciel bancaire DELTA a été décidée. La première bascule concernera Orabank Togo afin de permettre sa fusion sous ce progiciel avec la BTD.

LES ATOUTS DU GROUPE ORABANK

Le Groupe ORABANK présente des atouts majeurs pour sa clientèle :

- Une connaissance du continent africain et de ses spécificités : indispensable à l'analyse des risques pour l'exploitation d'un portefeuille de crédit solvable et rentable, et pour la sécurisation des dépôts ;
- Un effectif composé de professionnels à forte compétence bancaire : au cœur des orientations stratégiques, le personnel composé de ressortissants de pays africains et non africains se caractérise par sa stabilité et un degré élevé de connaissance de leur métier ;
- Un réseau dense de correspondants bancaires : en complément des agences ORABANK, le groupe a noué des relations de qualité avec des correspondants bancaires de premier rang sur tous les continents ;
- Une technologie maîtrisée : pour la sécurisation des dépôts et des opérations, une plate-forme informatique commune se charge de la maintenance et du développement des systèmes d'exploitation.

B. Analyse des bilans et comptes d'exploitations prévisionnels 2013-2019

Situation de la Holding

AVERTISSEMENT

Les données prévisionnelles ci-dessous ne concernent que la Holding.

TABLEAU N°23 : ANALYSE DES BILANS PRÉVISIONNELS SOCIAUX (EN MILLIONS DE FCFA)

Actif en millions de FCFA	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Trésorerie et placement	8 148	15 791	22 379	30 549	36 567	43 496	51 071
Autres Actifs	16 450	15 381	14 258	13 079	11 842	10 542	9 177
Immobilisations nettes	45 554	47 831	50 223	52 734	55 371	58 139	61 046
Total	70 152	79 004	86 860	96 363	103 780	112 178	121 294
Passif en millions de FCFA	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Dettes	23 217	24 378	25 596	26 876	28 220	29 631	31 113
Emprunt obligataire	15 000	15 000	12 000	9 000	6 000	3 000	0
Autres passifs	951	999	1 049	1 101	1 156	1 214	1 275
Capital et réserves	28 274	30 171	36 990	45 747	56 194	65 640	75 425
Résultat exercices	2 710	8 456	11 224	13 637	12 209	12 692	13 482
Total	70 152	79 004	86 860	96 363	103 780	112 178	121 294

Le total du bilan passerait de FCFA 70,153 milliards en 2013 à FCFA 121,294 milliards en 2019 soit une progression de 73%.

Le niveau de la trésorerie et des placements représenterait en 2013 FCFA 8,148 milliards FCFA pour atteindre en 2019 un montant de FCFA 51,071 milliards soit une hausse de 527%.

Les autres actifs de la Holding passeraient de FCFA 16,450 milliards en 2013 à 9,177 milliards en 2019, soit une baisse de 44%.

Les immobilisations nettes d'Oragroup avoisineront FCFA 45,554 milliards en 2013 pour atteindre FCFA 61,046 milliards en 2019 soit une hausse de 34%.

Les dettes d'Oragroup intégrant l'emprunt obligataire représenteraient en 2013 FCFA 38,217 milliards pour atteindre en 2019 FCFA 31,113 milliards soit une baisse de 18,5%.

Les fonds propres se renforceront davantage sur la période considérée et passeraient de FCFA 28,274 milliards en 2013 à FCFA 75,425 milliards soit une hausse de 167%.

TABLEAU N°24 : ANALYSE DES COMPTES DE RÉSULTATS PRÉVISIONNELS SOCIAUX

En millions de FCFA	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Charges d'exploitation	3 384	3 509	3 639	3 775	3 918	4 067	4 223
- dont salaires	729	771	814	858	905	955	1 007
- dont honoraires	1 097	1 152	1 209	1 270	1 333	1 400	1 470
- dont frais de fonctionnement	1 558	1 587	1 616	1 647	1 679	1 713	1 746
Charges financières	1 048	2 161	1 974	1 603	1 206	842	504
<i>Intérêts sur emprunt BIDC ET EFH</i>	1 048	923	799	675	525	409	318
Intérêts sur emprunt Obligataire	0	1 012	962	759	557	354	152
Commission d'aval 1,50%	0	225	214	169	124	79	34
Dotations aux amortissement et provisions	258	258	258	108	108	108	108
<i>Dotations aux amortissements et provisions sur titre Obligataire</i>	305	320	337	353	371	390	409
Impôts sur les Sociétés	79	527	747	914	1 062	1 410	1 498
Total des charges	4 770	6 455	6 619	6 401	6 293	6 427	6 333

En millions de FCFA	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Produit d'exploitation	4 739	5 380	5 927	6 435	7 015	7 632	8 327
- dont Assistance technique	2 666	3 296	3 842	4 350	4 930	5 547	6 242
- dont VSAT	1 192	1 203	1 204	1 204	1 204	1 204	1 204
- dont commissions d'arrangement	0	0	0	0	0	0	0
- dont autres produits	880	880	880	880	880	880	880
Produits financiers	945	7 140	9 286	10 483	11 488	11 488	11 488
- produits de trésorerie	785	785	785	785	785	785	Group
- dette subordonnée OB Mauritanie	160	160	160	160	160		
- dividendes	0	6 195	8 341	9 538	10 542	11 788	13 229
Reprises de prov. Sur éléments d'actifs	1 796	2 391	2 630	3 120	0	0	0
Total des produits	7 481	14 911	17 843	20 038	18 503	19 119	19 814
Résultat net	2 710	8 456	11 224	13 637	12 209	12 692	13 482

Amortissement de l'emprunt Obligataire	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Dividendes	0	813	1 637	2 467	3 191	2 763	2 908

Les produits d'exploitation intégrant principalement les Assistanes techniques aux filiales, les prestations VSAT et les commissions d'arrangement des opérations bancaires passeraient de FCFA 4,739 milliards en 2013 à FCFA 8,327 milliards en 2019 soit une hausse de 76%.

Les produits financiers d'Oragroup subiront une hausse de 1115% sur la période considérée en passant de FCFA 0,945 milliards à FCFA 11,488 milliards.

Le résultat net de la Holding subira une hausse de 397% en passant de FCFA 2,710 milliards en 2013 à FCFA 13,482 milliards en 2019.

Les charges d'exploitation resteront quasiment stables sur la période considérée en passant de FCFA 3,384 milliards en 2013 à FCFA 4,223 milliards en 2019 soit une hausse de 25%.

Les charges financières intégrant les intérêts sur l'emprunt obligataire et les commissions d'aval des garants dudit emprunt passeraient de FCFA 1,048 milliards en 2013 à FCFA 0.504 milliards soit une baisse de 52%.

Situation consolidée des filiales

AVERTISSEMENT

Les données prévisionnelles consolidées ci-dessous présentées ne concernent que les filiales du Bénin, du Gabon, de la Guinée, de la Mauritanie, du Tchad et du Togo sans prise en compte de la Holding.

TABLEAU N°25 : BILANS PRÉVISIONNELS DE 2013 À 2019

Actif en millions de FCFA	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Caisse	19 445	23 009	26 612	29 955	33 760	38 125	43 139
Créances Interbancaires	102 046	128 640	151 867	169 436	197 885	229 956	269 070
Banques Centrales	41 457	52 821	62 101	73 330	86 613	101 440	119 230
Autres Etablissements de crédit	60 589	75 820	89 766	96 106	111 272	128 516	149 840
Créances sur la clientèle	456 510	536 999	616 146	693 568	775 677	868 323	973 023
Crédits sains	437 592	511 746	583 675	652 391	724 452	805 677	897 437
Crédits en souffrance	62 304	72 983	85 810	100 891	118 103	137 558	159 547
Provisions pour créances douteuses	(43 386)	(47 730)	(53 339)	(59 713)	(66 878)	(74 912)	(83 961)
Titres de Placement	98 230	108 039	121 748	135 021	147 237	159 497	171 802
Autres Actifs	27 651	29 092	31 802	34 724	38 750	41 760	44 712
Immobilisations financières	2 525	3 064	3 064	3 064	3 064	3 064	3 064
Autres Immobilisations	22 387	23 336	23 972	24 148	24 657	25 040	25 320
Total Actif	728 794	852 179	975 210	1 089 916	1 221 030	1 365 764	1 530 131

PASSIF FCFA (millions)	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Dettes Interbancaires	38 708	37 468	31 834	30 107	29 286	29 374	29 471
Dépôts de la clientèle	579 707	685 104	795 696	892 158	1 000 005	1 122 192	1 260 806
Autres Passifs	21 287	24 499	27 533	29 926	32 815	35 913	39 346
Provisions pour Risques et Charges	2 245	2 661	2 932	3 244	3 602	4 013	4 484
Provisions règlementées & fonds affectées	1 548	1 548	1 548	1 548	1 548	1 548	1 548
Fonds propres	85 118	100 898	115 668	132 934	153 774	172 724	194 477
Comptes courants d'actionnaires	1 018	1 698	1 090	885	1 283	1 283	1 283
Dettes subordonnée	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	172	172	172	172	172	172	172
Capital	59 994	59 994	62 494	62 494	62 994	62 994	62 994
Réserves	7 774	8 033	8 521	9 098	9 720	9 720	9 720
Report à nouveau	-4 096	3 584	11 850	84 663	37 295	50 809	66 927
Résultat de l'exercice	18 255	25 417	29 542	33 622	38 310	43 746	49 380
Total Passif	728 793	852 179	975 212	1 089 916	1 221 030	1 365 764	1 530 132
Fonds propres - part du groupe	76 976	90 983	103 790	118 556	136 316	151 556	168 841

Le total du bilan

Le total du bilan, selon les projections du Groupe, passeraient de FCFA 728,793 milliards en 2013 à FCFA 1 530,132 milliards en 2019 soit une progression de 81,84%.

La caisse

Le groupe envisage sur les six prochaines années de détenir en caisse au 31 décembre 2013 environ FCFA 19,445 milliards pour atteindre en 2019 un montant de FCFA 43,139 milliards soit une hausse de 122%.

Les créances interbancaires

Les créances interbancaires passeraient de FCFA 102,046 milliards en 2013 à 269,070 milliards en 2019, soit une hausse de 164%.

Les créances à l'égard de la clientèle

Les créances à la clientèle vont quasiment doubler sur la période passant de 456,510 milliards en 2013 à 973,023 milliards en 2019 avec l'accroissement des activités des banques.

Les titres en placement

Le groupe envisage de dynamiser sa politique de placement sur le marché monétaire et financier de l'UEMOA et de la CEMAC en portant les titres en placement à FCFA 98,230 milliards en 2013 et FCFA 171,820 milliards en 2019 soit une hausse de 75%.

Les dettes interbancaires

Les dettes interbancaires seront stabilisées en moyenne autour de 31 milliards de FCFA.

Les dépôts

Les dépôts de la clientèle vont progresser de 117%, passant de FCFA 579,707 milliards en 2013 à FCFA 1 260,806 milliards en 2019, en relation avec l'élargissement de la base de la clientèle dans tous les pays de présence.

Les fonds propres

Les fonds propres du groupe se renforceront davantage sur les six prochaines années compte tenu du plan de développement et d'extension du groupe en passant de FCFA 85,118 milliards en 2013 à FCFA 194,477 milliards soit une hausse de 128%.

Analyse des comptes de résultats prévisionnels

TABLEAU N°26 : COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL DE 2013 À 2019

Désignation (millions FCFA)	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Produits des crédits	41 672	52 498	60 000	67 018	74 692	83 117	92 655
Coût des ressources clientèles	13 826	15 955	18 265	20 456	22 563	24 959	27 726
Marge brute clientèle	27 846	36 543	41 735	46 562	52 129	58 159	64 929
Commissions et accessoires	30 921	37 265	42 922	48 367	54 205	60 712	68 091
Produits nets de trésorerie	5 012	5 379	6 699	8 017	9 106	10 123	11 143
Produits Net Bancaire	63 779	79 187	91 356	102 946	115 440	128 994	144 164
Personnel	11 166	12 748	14 451	16 316	18 235	20 422	22 919
Autres charges d'exploitation	14 923	16 988	19 062	20 967	23 084	25 267	27 688
Frais de siège et d'indemnités administrateur	3 080	4 359	5 047	5 690	6 405	7 166	8 021
Total frais généraux	29 169	34 095	38 560	42 973	47 724	52 855	58 628
Amortissements nets	3 662	3 601	3 615	3 973	3 942	4 066	4 170
Résultat brut d'exploitation	30 949	41 491	49 181	56 000	63 775	72 072	81 366
Dotations nettes aux provisions	3 911	3 732	5 244	6 122	7 017	7 327	8 337
Résultat exceptionnel	-235	-28	-31	-14	-15	-16	-17
Imposition sur les sociétés	8 546	12 314	14 365	16 242	18 433	20 983	23 632
RESULTAT NET	18 256	25 417	29 542	33 622	38 310	43 746	49 380

Le produit net bancaire du groupe passera de FCFA 63,779 milliards en 2013 à FCFA 144,164 milliards en 2019 soit une hausse de 126%.

Le résultat d'exploitation, devrait passer de 30,949 milliards en 2013 à FCFA 81,366 milliards en 2019, soit une hausse de 163%.

Le résultat net du groupe passerait de FCFA 18,256 milliards en 2013 à 49,380 milliards en 2019 soit une augmentation de 170%.

C. Évolution des activités au 31 Mars 2013

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs financiers du groupe au 31 mars 2013 :

Désignation (en millions de FCFA)	Montant en FCFA
PRODUIT NET BANCAIRE	15 067
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 060
RESULTAT NET	4 884

La situation provisoire du Groupe au 31 mars 2013 fait ressortir un produit net bancaire de 15,067 milliards représentant 27,47% du PNB projeté pour l'exercice 2013.

Le résultat brut d'exploitation au 31 mars 2013 est de FCFA 8,06 milliards représentant 28% du RBE projeté pour 2013.

Le résultat net au 31 mars 2013 ressort à FCFA 4,884 milliards soit 28% de celui projeté pour l'année considérée.



VI. FACTEURS DE RISQUES ET FAITS EXCEPTIONNELS

A. Types de risques

Dans le cadre de ses activités, le Groupe bancaire Orabank est globalement confronté aux risques de crédit ou de contrepartie, de défaillance ainsi que des risques opérationnels, juridiques, réglementaires et fiscaux.

Risque de crédit ou de contrepartie : risque de perte dû à l'incapacité des clients des banques du Groupe à faire face à leurs obligations financières.

Risque de défaillance : risque de la banque à ne pas pouvoir faire face à ses engagements de décaissement aux échéances.

Risques opérationnels : Risque de non-conformité, risques comptables, environnementaux ou de réputation, risques de pertes ou de fraude, d'informations comptables ou financières erronées et résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des procédures.

Risques juridique et fiscaux : Risques liés à l'interprétation et à l'application des textes de droit.

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la liste des risques exposés ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres risques inconnus peuvent exister mais ne sont pas considérés comme susceptibles d'avoir un effet défavorable sur le Groupe Bancaire, son activité et sa situation financière.

B. Politique de gestion des risques

Le Groupe dispose d'un cadre de gestion des risques adapté à ses activités dont la responsabilité de contrôle, de mesure et de supervision est partagée entre les instances :

- **La Direction Générale**
- **La Direction des risques**
- **Les comités d'audit et de contrôle.**

1. Risque de crédit ou de contrepartie

La politique de gestion de risque de crédit du groupe est pilotée par un département qui analyse les dossiers de crédit sous la supervision de la Direction des risques de la Holding. Le principe fondamental qui sous-tend la gestion de risque de crédit est le souci constant d'allier rentabilité, liquidité et sécurité des opérations.

2. Risque de défaillance

Afin de palier à ce type de risque qui rendrait la banque défailante pour faire face à ses engagements de décaissement, le Groupe s'est doté d'une Direction financière au niveau de chaque filiale qui travaille avec la Direction Générale et les Directions financières et de la trésorerie de la Holding.

3. Risques opérationnels

Pour la maîtrise des risques opérationnels, il est mis en place un Département des risques rattaché à la Direction Générale qui supervise toutes les opérations au niveau des filiales.

4. Risques fiscaux et juridiques

Le Groupe dispose d'une Direction juridique au niveau de la Holding qui coiffe et supervise les activités fiscales et juridiques des Directions juridiques de chaque filiale.



VII. AFFAIRES CONTENTIEUSES ET LITIGES EN COURS

Aucune affaire contentieuse ni litige n'est enregistrée à ce jour.

VIII. PRESENTATION DES GARANTS

A. Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a été créée par un accord signé le 14 Novembre 1973 par les États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal et Togo, à laquelle ont adhéré la République du Mali le 1er juin 1984 et la République de Guinée Bissau le 02 mai 1997. Le capital de la BOAD a été porté à 700 Milliards FCFA en 2004 et est souscrit à hauteur de 676,100 milliards FCFA. L'année 2004 a vu l'entrée dans le capital de la BOAD de la Chine populaire à hauteur de 1,18% et de la banque Exim Bank Inde qui détient 0,07% du capital souscrit. Au 31 décembre 2011, le capital de l'institution s'établissait à 1 050 milliards de FCFA.

Les États de l'UEMOA possèdent au total 45,32% du capital. Outre les États membres de l'UEMOA, son actionariat comprend la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à hauteur de 49,45% ; trois États européens que sont la France (2,69%), la Belgique (0,59%) et l'Allemagne (0,21%). La Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) en sont aussi actionnaires chacune à hauteur de 0,42%.

Conformément au Traité de l'UEMOA, entré en vigueur le 01 août 1994, la BOAD est une institution spécialisée commune de l'Union. Elle concourt «en toute indépendance à la réalisation des objectifs de l'UEMOA sans préjudice des objectifs qui lui sont assignés par le Traité de l'UMOA.»

La BOAD est une personne morale jouissant de la pleine personnalité juridique et bénéficiant dans chacun des États membres de l'UEMOA, de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales. Elle a droit aux privilèges et immunités des institutions financières internationales sur le territoire des États de l'Union.

1. Objet

La BOAD est un établissement public à caractère international qui a pour objet de promouvoir le développement équilibré des États membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest. Dans le choix des actions éligibles à son concours, elle donne une considération particulière à celles susceptibles de faciliter le développement des États membres de l'Union les plus défavorisés par les conditions naturelles et de concourir à l'intégration des économies des États de l'Union.

La Banque a pour mission de contribuer directement ou par l'intermédiaire de filiales ou de fonds spéciaux constitués par elle ou d'institutions financières nationales :

- > à la collecte des disponibilités intérieures en conformité avec les législations nationales ;
- > à la recherche de capitaux extérieurs par emprunts ou obtention de fonds de concours non remboursables ;
- > au financement par participation au capital, par octroi de prêts, avals, bonifications d'intérêts, à des investissements ou activités ayant pour objet :
 - la construction ou l'amélioration d'infrastructures nécessaires au développement,
 - l'amélioration des conditions et moyens de production,
 - l'établissement de nouvelles activités,
 - Le transfert de la propriété des moyens de production des biens et services à des personnes morales, publiques ou privées ressortissant de l'Union ou de l'un de ses membres, ou à des personnes physiques nationales de l'Union ;
- > à l'élaboration et à l'appréciation technique et financière des projets de développement et à la création et au fonctionnement des organismes chargés de leur exécution.

2. Administration

La Banque est gérée et administrée par :

- > un Président, nommé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA, assisté d'un Vice-président nommé par le Conseil d'Administration de la Banque ;
- > un Conseil d'Administration composé :
 - > du Président de la Banque qui en assure la Présidence ;
 - > d'un représentant titulaire et d'un suppléant nommés par chacun des États membres de l'Union ;
 - > du Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ou de son représentant ;
 - > des représentants des membres titulaires d'actions de Série B, en nombre proportionnel au montant du capital souscrit par ceux-ci, leur nombre ne pouvant cependant excéder le tiers du nombre total des représentants des membres titulaires d'actions de Série A.

3. Domaines et formes d'intervention

Les règles qui régissent la Banque lui permettent d'intervenir sous formes de :

- > Prêts à long et moyen terme pour le financement de projets nationaux ou régionaux ;
- > Garantie ;
- > Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN) ;
- > Financement d'études de faisabilité de projets ou d'études d'ingénierie ;
- > Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de biens et services ;
- > Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordés aux Institutions Financières Nationales (IFN) ;
- > Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand ;
- > Assistance dans la préparation, la promotion et la mise en œuvre de projets ;
- > Garanties des emprunts obligataires ;
- > Bonification d'intérêts lignes de crédit ;
- > Arrangement de financements de projets ;
- > Conseil et prestations de services financiers ;
- > Financement d'opérations à court terme, y compris des crédits de campagnes agricoles.

Les domaines d'intervention de la Banque sont :

- > Industrie et agro-industrie ;
- > Développement rural ;
- > Infrastructures de base et infrastructures modernes (routes, télécommunications, aéroports, ports, énergie) ;
- > Télécommunications ;
- > Énergie ;
- > Transport, Hôtellerie et autres services.

4. Bénéficiaires

Peuvent bénéficier d'un concours de la BOAD :

- > les États membres de l'UEMOA ;
- > leurs collectivités et établissements publics ;
- > les organismes, entreprises et particuliers concourant au développement ou à l'intégration des économies des États membres ;
- > les États de la sous-région non membres de l'UEMOA, leurs organismes ou entreprises, du fait que la Banque peut intervenir dans des actions de développement intéressant à la fois un État de l'UEMOA et un État non membre.

5. Critères d'intervention

Le projet doit dégager une rentabilité financière satisfaisante et être compatible avec les objectifs de développement du pays. Il doit démontrer :

- > l'existence d'un marché porteur : demande, offre, politique commerciale ;
- > les avantages comparatifs du projet par rapport à la concurrence ;

- > les perspectives de croissance globale du secteur ;
- > les coûts et origine de la main-d'œuvre et des matières premières ;
- > la fiabilité de la technologie et de la gestion du projet ;
- > le plan de financement et les ressources financières de l'entreprise.

Garanties

Lorsque la Banque intervient dans le financement d'un projet, son prêt devra être couvert par des garanties spécifiques. La gamme des garanties usuelles prises inclut :

- > garanties personnelles :
 - caution solidaire et indivise des principaux actionnaires ;
 - aval de fonds de garantie ;
 - caution d'une banque de premier ordre ;
- > sûretés réelles sur le patrimoine de la société :
 - hypothèque ;
 - nantissement de fonds de commerce (y compris matériels et équipement d'exploitation);
 - nantissement d'éléments d'actif sains (créances saines) ;
 - gage.
- > domiciliation des recettes du projet dans un ou des comptes bancaires acceptables par la Banque.

L'évaluation du promoteur implique l'analyse de :

- ses qualités d'entrepreneur ;
- sa crédibilité ;
- sa motivation ;
- sa surface financière.

6. Ressources de la BOAD

Les ressources de la Banque proviennent :

- > du capital souscrit par ses actionnaires régionaux et non régionaux ;
- > des dotations de ses États membres ;
- > de ses réserves ;
- > de la mobilisation de l'épargne régionale ;
- > de la mobilisation des ressources externes à l'Union.

7. Situation financière de la BOAD

TABLEAU N°27 : BILAN DE LA BOAD DE 2010 À 2012

ACTIF en millions FCFA	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Caisse	283 537	250 973	135 471
Créances interbancaires	6 808	11 674	9 262
Créances sur la clientèle	736 634	613 634	532 653
Prêts au personnel	3 266	2 798	2 378
Portefeuille Titres	56 557	37 787	23 194
Créances sur actionnaires	121 440	136 167	140 724
Autres	73	75	57
Participation	39 704	33 383	30 598
Autres actifs	2 925	3 805	19 539
Immobilisations incorporelles	367	113	73
Immobilisations corporelles	9 096	9 811	9 561
TOTAL ACTIF	1 260 407	1 099 767	903 510
PASSIF En millions de FCFA	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Passif au coût amorti	612 315	526 182	429 249
Dettes interbancaires	20 060	33 523	2 314
Dettes représentées par un titre	273 642	247 543	221 117
Autres	318 613	245 116	205 818
Autres passifs	226 474	151 952	87 139
Fonds	213 279	151 542	75 074
Autres	13 195	12 972	12 065
Provisions	4 466	3 792	3 002
Capital	242 881	240 042	227 182
Primes d'émission	2 622	2 622	2 622
Réserves	85 980	78 017	146 406
Résultat de l'exercice	9 615	8 167	7 910
TOTAL PASSIF et CAPITAUX PROPRES	1 260 407	1 099 767	903 510

Le total du bilan (en normes comptables internationales IFRS) de la Banque est passé de 903 510 Millions FCFA au 31/12/2010 à 1 260 407 Millions FCFA au 31/12/2012 (+39,50%). Les capitaux propres s'élèvent à fin 2012 à 341 098 millions FCFA représentant 27% du total bilan contre 384 120 Millions FCFA en 2010 représentant 42,5% du total bilan.

La situation financière de la Banque reste saine et marquée par :

- > un endettement maîtrisé au regard des normes réglementaires : l'encours des emprunts par rapport au capital sujet à appel reste en deçà de la limite statutaire de 100%. Il est de 59,31% au 31/12/2010 et 69,55% au 31/12/2011.
- > un portefeuille qui reste de qualité malgré un environnement difficile. Les créances en souffrance nettes représentent 3,24 % de l'encours global des créances au 31/12/2010 net de provisions.

TABLEAU N°28 : COMPTE DE RÉSULTAT DE LA BOAD

Compte de résultats (en millions FCFA)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts et produits assimilés	41 896	38 283	34 357
Intérêts et charges assimilés	- 21 753	-15 565	- 13 765
Sous total	20 143	22 717	20 592
Commissions (produits)	3 712	1 993	1 870
Commissions (charges)	- 545	-459	- 536
Sous total	23 310	24 251	21 926
Gains de change	1 422	44	287
Pertes de Change	- 144	-2 224	- 2 485
Sous total	24 589	22 072	19 728
Dividendes reçus	1 909	2 381	1 329
Produit net bancaire	26 498	24 452	21 057
Coût du risque	- 5 850	-5 204	- 4 470
Dotations des états	3 200	3 200	3 200
Autres produits d'exploitation	3 604	823	1 048
Charges liées aux activités de développement	- 1 502	-1 306	- 1 412
Charges générales d'exploitation	- 16 300	-13 769	- 11 500
Autres charges d'exploitation	- 35	-29	- 13
Autres Résultats d'exploitation	-11 033	-11 081	- 8 677
Résultat de la période	9 615	8 167	7 910

L'exploitation de la Banque continue d'enregistrer des résultats bénéficiaires qui viennent renforcer ses fonds propres. Suivant les normes comptables internationales, les bénéfices réalisés s'élèvent à 9 615 millions FCFA en 2012 contre 7 910 Millions FCFA en 2010 soit une hausse de 21,55%.

Les résultats sont entièrement virés en réserve et viennent renforcer les fonds propres.

Situation financière de la BOAD au 30 juin 2013

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs financiers au 30 juin 2013

Désignation (en millions de FCFA)	MONTANT en FCFA
Total Bilan	1 390 360
Capitaux propres	423 530
Produit net bancaire	14 478
Résultat net de l'exercice	6 364

La situation provisoire de la Banque au 30 juin 2013 fait ressortir un produit net bancaire de 14,478 milliards de FCFA. Les capitaux propres se sont renforcés pour s'établir à 423,53 milliards de FCFA au 30 juin 2013 contre 409 milliards FCFA l'année écoulée soit une hausse de 3,55%.

Le total bilan de la banque s'établit à 1 390 milliards de FCFA au premier semestre 2013 contre 1 260 milliards FCFA au 31/12/2012 soit une hausse de 10%.

Le résultat net au 30 juin 2013 ressort à FCFA 6,364 milliards de FCFA soit 66% du résultat de l'année 2012.

B. Fonds de Solidarité Africain (FSA)

1. Création – Mission

Le Fonds de Solidarité Africain (FSA) a été créé le 21 décembre 1976 et est devenu opérationnel en septembre 1979. Son siège est basé à Niamey, en République du Niger.

Le Fonds est une institution financière multilatérale qui a pour mission de participer au développement économique et à la lutte contre la pauvreté dans ses États Membres, en facilitant le financement des projets d'investissement tant dans le secteur public que privé, et des activités de micro-finance.

Pour accomplir sa mission, le FSA dispose des trois techniques d'intervention suivantes: la garantie financière, la bonification de taux d'intérêt et l'allongement de la durée des prêts.

2. Vision

Renforcer l'envergure africaine du Fonds de Solidarité Africain et en faire une institution de référence dans ses différents métiers, par son professionnalisme et la qualité de ses prestations, pour une contribution efficace aux efforts de développement économique et social de ses pays membres.

3. Capital - Membres – Adhésion

Le Capital autorisé du FSA est fixé à 150 milliards FCFA dont 30 milliards FCFA constituent le capital callable. Le reste, soit 120 milliards FCFA représente le capital sujet à appel.

Le capital sujet à appel sert de garantie aux engagements contractés par le Fonds.

Le FSA compte actuellement treize (13) États membres qui sont : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Centrafrique, Gabon, Mali, Maurice, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo. L'actionnariat du FSA regroupe ainsi les trois principaux ensembles économiques africains, à savoir la CEDEAO, la CEEAC et le COMESA. Cette particularité traduit le caractère panafricain du Fonds de Solidarité Africain et en fait un trait d'union entre les grands ensembles d'intégration régionale de l'Afrique subsaharienne.

L'adhésion au FSA est ouverte à tous les États africains (membres régionaux) ainsi qu'aux États non africains et institutions financières régionales ou internationales (membres non régionaux).

4. Organes d'Administration et de Gestion

Les organes d'administration et de gestion du FSA sont :

- **L'Assemblée Générale des Actionnaires**, instance suprême du FSA ;
- **Le Conseil d'Administration** ;
- **La Direction Générale** : le Directeur Général est nommé par le Conseil d'Administration et assure la gestion courante du Fonds.

5. Ressources financières

Les ressources financières du FSA proviennent des :

- dotations constituées par les versements des actionnaires au titre du capital ;
- revenus générés par les opérations ;
- revenus des placements ;
- subventions ;
- ressources affectées à des missions spécifiques dans le cadre de la gestion de fonds pour compte de tiers.

6. Techniques d'intervention

Le Fonds utilise les techniques d'intervention ci-après :

- la garantie des prêts bancaires et des emprunts obligataires destinés d'une part, au financement de projets d'investissement initiés sur le territoire des États Membres par des entreprises tant du secteur public que privé et d'autre part, au financement des activités des institutions de micro-finance ;
- la bonification de taux d'intérêt en faveur des États Membres, pour rendre concessionnels les financements mobilisés par ces États et leurs démembrements ;
- l'allongement de la durée des prêts en faveur des PME / PMI.

7. Secteurs d'intervention

Le FSA intervient dans tous les secteurs de l'activité économique : infrastructures de base, développement rural, industrie, agro-industrie, télécoms, énergie, tourisme et hôtellerie, immobilier, transport, éducation, santé etc. Les activités de négoce sont exclues du champ d'intervention du Fonds.

A. SITUATION FINANCIERE DU FONDS

1. Garanties

Au 31 décembre 2012, le cumul des encours de garanties accordées par le FSA s'élève en principal à **39,145 milliards FCFA** en faveur de 51 projets dans les États Membres du Fonds dont 34,809 milliards de FCFA sous forme de prêts bancaires et 4,336 milliards de FCFA sous forme d'emprunts obligataires.

Le total des engagements donnés par le FSA au 31 décembre 2012 est de 80,35 milliards de FCFA soit 42,5% du potentiel de garantie estimée à 189,045 milliards de FCFA.

2. Allongement de durée de prêt

Le montant cumulé des interventions en allongement de durée de prêt effectuées par le Fonds au 31 décembre 2010 s'élève à **1 222 millions FCFA**. Ces interventions ont permis de mobiliser des financements d'un montant total de 6,1 milliards de FCFA au profit de PME / PMI.

3. Bonification de taux d'intérêt

Le cumul des bonifications accordées par le FSA au 31 décembre 2010 s'élève à **11,5 milliards FCFA** en faveur de 82 projets répartis dans 11 États Membres. Ces bonifications ont contribué à mobiliser des financements d'un montant cumulé de 196 milliards de FCFA essentiellement dans le domaine des infrastructures, au profit des États membres bénéficiaires.

4. Situation bilancielle et compte de résultat de 2010 à 2012

Le total du bilan au 31 décembre 2010 s'établit à 24,2 milliards de FCFA contre 25,2 milliards de FCFA au 31 décembre 2011 soit une augmentation de 1 milliard de FCFA pour une proportion de 4,1%.

Au 31 décembre 2012, le total du bilan s'est établi à 25,1 milliards de FCFA soit une légère baisse de 0,40% par rapport à 2011.

L'ACTIF

Il est composé des comptes des opérations de trésorerie et opération interbancaires, de créances et des opérations sur titres et opérations diverses.

Les comptes de trésorerie au 31 décembre 2012 s'établissent à 7,2 milliards de FCFA, en augmentation d'environ 1,8 milliards de FCFA soit 33% par rapport à l'exercice précédent, 5.4 milliards de FCFA.

Les créances au 31 décembre 2012 s'établissent à 4,8 milliards de FCFA contre 6,2 milliards de FCFA en 2011 soit une baisse de 22%.

Les opérations sur titres au 31 décembre 2012 s'établissent à 5,2 milliards de FCFA, en baisse de 1,4 milliards de FCFA par rapport à 2011 dans une proportion de 21%.

LE PASSIF

Le capital social au 31 décembre 2012 s'établit à 20,623 milliards de FCFA.

Le résultat de l'exercice 2011 ressort bénéficiaire et s'établit à 270 millions de FCFA contre un résultat déficitaire de 1,8 milliards de FCFA pour l'exercice 2012.

Aucune dette n'a été contractée par le Fonds pour les exercices 2011 et 2012.

HORS BILAN

Les engagements réels hors bilan donnés par le Fonds au 31 décembre 2012 se chiffrent à 80,359 milliards de FCFA contre 57,624 milliards de FCFA au 31 décembre 2011.

COMPTE DE RÉSULTAT

Les produits sur opérations financières du fonds au 31 décembre 2011 se chiffrent à 253,8 millions de FCFA contre 377 millions de FCFA au 31 décembre 2012 soit une hausse de 6,4%.

Les produits opérationnels du fonds au 31 décembre 2011 se chiffrent à 1,3 milliards de FCFA contre 1,2 milliards de FCFA sur l'exercice écoulé.

Les charges liées aux opérations financières du Fonds s'établissent à 3,28 millions de FCFA contre 7,3 millions de FCFA en 2011 soit une baisse de 55%.

L'excédent brut d'exploitation au 31 décembre 2012 s'établit à 428 millions de FCFA contre 486 millions de FCFA en 2011 soit une baisse de 58 millions de FCFA dans une proportion de 12%.

Bilan du fonds de 2011 à 2012

TABLEAU N°29 : BILANS DU FSA DE 2011 À 2012

Désignation	2011	2012	Désignation	2011	2012
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	5 431	7 217	Opérations diverses	6 393	5 580
Créances avec clientèle	6 297	4 826	Réserves engagées	1 863	1 863
Opérations sur titres et opérations diverses	6 608	5 209	Réserves affectées	80	80
Valeurs immobilisées	912	4 130	Prov pour risques et charges	2 901	3 025
Actionnaires	5 975	3 741	Réserves disponibles	2 376	2 376
			Ecart de réévaluation		2 460
			Capital	20 623	20 623
			Report à nouveau	-9 284	-9 014
			Résultat net	270	-1 869
TOTAL	25 223	25 124	TOTAL	25 223	25 124
Engagements réels reçus hors bilan	0	0	Engagements réels donnés hors bilan	57 625	80 360

Compte de résultat du fonds de 2011 à 2012

TABLEAU N°30 : COMPTES DE RÉSULTAT DU FSA DE 2011 À 2012

Rubriques	2 011	2 012
Produits sur opérations financières	254	378
Charges sur opérations financières	7	3
Résultat financier	246	375
Produits exceptionnels	1 300	1 246
Frais généraux d'exploitation	1 060	1 192
Excédent brut d'exploitation	486	428
Résultat d'exploitation	172	-1 872
Résultat exceptionnel	98	2 874
Résultat net	270	-1 869

Situation financière du FSA au 30 juin 2013

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs financiers du Fonds au 30 juin 2013

Désignation (en millions de FCFA)	MONTANT en FCFA
Total Bilan	25 117
Produits sur opérations financières	201,5
Résultat d'exploitation	-113
Résultat net de l'exercice	28,9

Le total bilan du Fonds se chiffre 25,117 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2013 soit 99,9% du résultat réalisé au 31 décembre 2012.

Les produits réalisés sur les opérations financières représentent 53,3% de ceux réalisés à la fin de l'année 2012.

Le résultat brut d'exploitation du Fonds ressort à - 113 millions de FCFA soit une proportion d'amélioration de 6% par rapport à l'année écoulée.

Le résultat net au 30 juin 2013 ressort positif à 28,9 millions de FCFA contre celui négatif réalisé en 2012.

